

COMMUNICATION FINANCIÈRE

Au 30 juin 2022

أنتهم
المستقبل



الشركة العامة
SOCIETE GENERALE

COMMUNICATION FINANCIÈRE

30 juin 2022

DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL INCERTAIN, LE GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROC RÉALISE DE BELLES PERFORMANCES À FIN JUIN 2022 ET ACCÉLÈRE LA TRANSFORMATION DE SES MODÈLES

Dans un contexte mitigé marqué par une revue à la baisse des perspectives de croissances mondiale, régionale et nationale, le groupe Société Générale Maroc, fort de la mobilisation de ses équipes, affiche de bonnes performances au titre du premier semestre 2022 et continue de confirmer son engagement envers ses clients, au service de l'économie marocaine.

Le PNB au titre du 1^{er} semestre a enregistré des progressions de l'ordre de 0,22 % en social en liaison avec la hausse des commissions, et de +1,62 % en consolidé grâce à l'apport positif des filiales sur les commissions et la réévaluation des titres en IFRS. Cette performance bénéficie d'une dynamique commerciale favorable en terme de financement de l'économie. Ainsi, les encours Crédits à la clientèle s'établissent à 90.749 MMAD au 30 juin 2022 affichant une croissance de 3,20 % par rapport au 31 décembre 2021 en consolidé et 4,29 % en social à 76.246 MMAD avec une production nette de près de 5 Milliards.

Les dépôts de la clientèle en revanche ont enregistré un léger recul en consolidé et en social s'établissant respectivement à 82.480 MMAD et 74.416 MMAD sur le premier semestre 2022.

Le CNR est en baisse de -35,92 % en social et de -44,13 % en consolidé grâce à une bonne maîtrise des risques en 2022 en dépit du contexte économique sous tension.

Le résultat net consolidé s'élève à 641 millions de dirhams, contre 483 millions de dirhams au premier semestre 2021, soit une hausse de +32,8 %. Pour sa part, le résultat net social ressort à 567 millions de

dirhams, contre 462 millions de dirhams au premier semestre 2021, en croissance de +22,7 %.

Le groupe Société Générale au Maroc s'est imposé en tant qu'acteur financier national de premier plan, grâce à un modèle éprouvé de banque universelle et fort de synergies fructueuses entre ses filiales spécialisées. Le Groupe a progressivement transformé son modèle relationnel, développé son offre et sa proposition de valeur, et installé une relation privilégiée avec ses clients, fondée sur l'expertise et la proximité. Par ailleurs, Société Générale Maroc poursuit le déploiement agile de son nouveau plan stratégique ambitieux « Jossour 2025 » qui vise à accélérer la transformation du Groupe dans un environnement en forte mutation et capitalisant sur les enseignements post-crise afin de mener des inflexions majeures à ses nouveaux modèles relationnel et opérationnel.

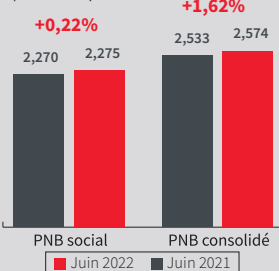
Dans ce sens, et en plaçant l'innovation au cœur de sa démarche, le groupe Société Générale a été précurseur sur le marché à lancer un dispositif d'inclusion des jeunes intitulé SoGé-ADO (Compte bancaire 100 % mobile dédié aux Ados)

Par ailleurs, Société Générale Maroc remporte le prestigieux " SUSTAINABILITY GOLD AWARD FOR FINANCIAL INTERMEDIARIES " de la BERD en reconnaissance de l'engagement de la Banque dans le déploiement du dispositif " Green Value Chain " au Maroc au bénéfice de la transition énergétique des PME nationales et le renforcement de leur compétitivité au sein des chaînes de valeurs mondiales.

PRINCIPAUX INDICATEURS À FIN JUIN 2022

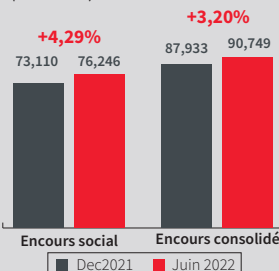
PRODUIT NET BANCAIRE

(en Mmad)



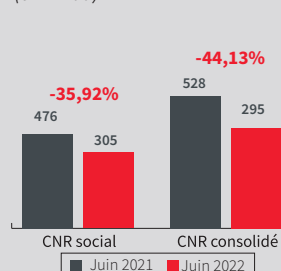
ENCOURS CRÉDIT

(en Mmad)



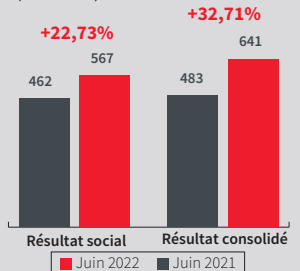
COÛT NET DU RISQUE

(en Mmad)



RÉSULTAT NET

(en Mmad)



ÉTAT A1 : ÉTAT DES PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES

Les comptes sociaux de la Société Générale Maroc sont préparés conformément au Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). L'objectif de ces comptes est de présenter une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Banque.

1. CRÉANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les créances comptabilisées, qui concernent aussi bien les établissements de crédits que les créances sur la clientèle, sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique et ce, comme suit :

- Créances sur les établissements de crédits et assimilés à vue et à terme ;
- Crédits de trésorerie et de consommation, crédits à l'équipement, crédits immobiliers et autres crédits ;
- Créances acquises par affacturage.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie. Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Etablissements de crédit ou clientèle).

Les créances en souffrance

Les créances en souffrance sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation en vigueur régissant l'activité des établissements de crédit. Ces créances sont, après déduction des quotités de garantie prévues par ladite réglementation, provisionnées à hauteur de :

- 20 % pour les créances pré-douteuses ;
- 50 % pour les créances douteuses ;
- 100 % pour les créances compromises.

Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles. Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont, quant à elles, constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable.

2. DETTES À VUE ET À TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur les dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

3. PORTEFEUILLE TITRES

Les titres sont classés en fonction de l'intention de leur détention en titres de transaction, titres d'investissements, titres de placements ou titres de participations.

• Titres de transaction

Ces titres sont acquis en vue de leur revente à brève échéance et dont le marché de négociation est jugé actif. Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat, frais de transaction exclus, coupons courus inclus. A chaque arrêté comptable, la différence résultant des variations de prix de marché est portée directement au compte de produits et charges.

• Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont enregistrés au pied de coupon. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition. À chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

• Titres d'investissement

Ils correspondent à des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à la date de leur échéance.

À leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais inclus et coupons courus inclus.

À chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

• Titres de participation

Sont classés parmi ces valeurs, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque.

À chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation.

• Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus à l'actif du bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan. Les titres cédés continuent d'être évalués suivant les règles applicables à leur catégorie.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan. Aucune provision n'est constatée en cas de dépréciation des titres reçus mais les intérêts courus sur la créance sont constatés.

4. OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVISES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique « autres actifs » ou « autres passifs » selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et les charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminuées des amortissements cumulés calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

6. PROVISIONS

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non à des opérations bancaires.

- Les provisions pour risques et charges : sont constituées en cas d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue.
- Provisions pour risques généraux : Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.
- Les provisions réglementées : sont constituées en application des dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales.

7. PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Les intérêts correspondent aux produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés. Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation. Les commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation.

8. CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

COMPTES SOCIAUX AGRÉGÉS AU 30/06/2022

BILAN AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
ACTIF	30/06/2022	31/12/2021
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	3 278 226	3 019 057
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	5 602 502	5 430 887
. A vue	2 062 823	1 454 718
. A terme	3 539 679	3 976 170
Créances sur la clientèle	73 962 874	70 618 950
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	29 861 222	23 995 209
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	14 624 792	17 784 636
. Crédits et financements participatifs immobiliers	23 833 876	23 226 673
. Autres crédits et financements participatifs	5 642 983	5 612 432
Créances acquises par affacturage	2 282 976	2 491 147
Titres de transaction et de placement	2 451 026	9 812 857
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 417 708	9 739 841
. Autres titres de créance	4 417	8 007
. Certificat de SUKUK	-	-
. Titres de propriété	28 901	65 009
Autres actifs	1 230 736	1 144 357
Titres d'investissement	8 504 388	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	8 504 388	-
. Autres titres de créance	-	-
. Certificat de SUKUK	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	2 231 079	2 237 248
. Participation dans les entreprises liées	1 687 881	1 687 904
. Autres titres de participation et emplois assimilés	543 198	549 344
. Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	1 024 412	915 421
Immobilisations corporelles	1 038 622	1 063 181
TOTAL DE L'ACTIF	101 606 842	96 733 104

HORS BILAN AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
HORS BILAN	30/06/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DONNÉS	20 774 554	20 187 282
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 883 629	6 250 819
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 494 667	3 426 988
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	10 246 202	10 375 550
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	150 055	133 925
ENGAGEMENTS REÇUS	18 179 775	12 937 939
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	10 668 326	5 821 881
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	7 511 448	6 982 106
Titres vendus à réméré	-	-
Titre de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-
Autres titres à recevoir	-	133 951

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	30/06/2021
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 810 241	2 826 393
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	66 714	71 989
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 640 445	1 755 575
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	96 285	87 411
4. Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	215 019	214 525
5. Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
6. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
7. Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
8. Commissions sur prestations de service	328 771	307 149
9. Autres produits bancaires	463 002	389 740
10. Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	4	5
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	534 818	556 804
11. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	18 525	25 485
12. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	101 967	126 840
13. Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	128 670	179 722
14. Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
15. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
16. Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
17. Autres charges bancaires	283 338	223 351
18. Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	2 318	1 406
III. PRODUIT NET BANCAIRE	2 275 423	2 269 589
19. Produits d'exploitation non bancaire	63 609	89 940
20. Charges d'exploitation non bancaire	30 450	31 926
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	1 160 079	1 174 308
21. Charges de personnel	564 374	552 921
22. Impôts et taxes	23 778	29 764
23. Charges externes	402 450	432 591
24. Autres charges générales d'exploitation	6 231	18 229
25. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	163 246	140 803
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1 123 629	1 194 454
26. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 078 711	1 011 470
27. Pertes sur créances irrécouvrables	25 545	113 396
28. Autres dotations aux provisions	19 373	69 588
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	818 922	718 400
29. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	801 817	641 774
30. Récupérations sur créances amorties	3 883	4 717
31. Autres reprises de provisions	13 222	17 909
VII. RÉSULTAT COURANT	843 796	677 241
32. Produits non courants	10 505	7
33. Charges non courantes	44 639	8 336
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	809 662	668 912
34. Impôts sur les résultats	242 898	207 198
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	566 764	461 714
TOTAL PRODUITS	3 703 277	3 634 201
TOTAL CHARGES	3 136 513	3 172 486
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	566 764	461 714

	En milliers de Dirhams	
PASSIF	30/06/2022	31/12/2021
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	8 689 959	2 343 237
. A vue	866 166	517 091
. A terme	7 823 793	1 826 146
Dépôts de la clientèle	67 335 107	68 243 103
. Comptes à vue créditeurs	49 646 159	50 759 382
. Comptes d'épargne	10 126 761	10 129 707
. Dépôts à terme	4 210 710	4 270 393
. Autres comptes créditeurs	3 351 477	3 083 621
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	1 865	3 819
Titres de créance émis	7 078 814	7 872 207
. Titres de créance négociables émis	7 078 814	7 872 207
. Emprunts obligataires émis	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	2 859 061	2 800 703
Provisions pour risques et charges	1 346 163	1 334 052
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	2 116 233	2 131 749
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	170 160	213 018
Écarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	9 290 216	8 781 613
Capital	2 152 500	2 152 500
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	566 764	857 103
TOTAL DU PASSIF	101 606 842	96 733 104

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS	30/06/2022	30/06/2021
1.(+) Intérêts et produits assimilés	1 755 123	1 876 672
2.(-) Intérêts et charges assimilés	249 162	332 047
MARGE D'INTÉRÊT	1 505 961	1 544 625
3.(+) Produits sur financements participatifs	48 321	38 303
4.(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	48 321	38 303
5.(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
6.(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
7.(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
8.(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	-	-
9.(+) Commissions perçues	364 645	339 718
10.(-) Commissions servies	29 844	28 695
Marge sur commissions	334 801	311 023
11.(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	19 542	25 274
12.(+) Résultat des opérations sur titres de placement	6	-16
13.(+) Résultat des opérations de change	224 573	203 930
14.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-1 626	2 184
Résultat des opérations de marché	242 495	231 372
15.(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
16.(+) Divers autres produits bancaires	216 449	215 980
17.(-) Diverses autres charges bancaires	70 291	70 319
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT ET DES MOUWAKIL	-2 314	-1 402
PRODUIT NET BANCAIRE	2 275 423	2 269 583
18.(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
19.(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	63 609	89 943
20.(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	30 450	31 926
21.(-) Charges générales d'exploitation	1 160 079	1 174 308
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 148 503	1 153 292
22.(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	298 555	-478 910
23.(+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	6 152	2 857
RÉSULTAT COURANT	843 796	677 238
RÉSULTAT NON COURANT	-34 134	-8 326
24.(-) Impôts sur les résultats	242 898	207 198
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	566 764	461 714

	En milliers de Dirhams	
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2022	30/06/2021
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	566 764	461 714
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	163 246	140 804
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	11 645	56 268
23.(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
24.(+) Dotations non courantes	10 000	-
25.(-) Reprises de provisions	10 003	53 307
26.(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	87	26 621
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	73
28.(-) Plus-values de cession des immobilisations financières	-	-
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières	-	-
30.(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	741 565	578 931
31.(-) Bénéfices distribués	348 500	406 925
(+) AUTOFINANCEMENT	393 065	172 006

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	3 625 279	6 920 852
2.(+) Récupérations sur créances amorties	3 883	18 129
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	74 027	184 268
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	1 646 336	3 104 261
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	75 089	114 225
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	1 160 079	2 343 072
7.(-) Impôts sur les résultats versés	242 898	365 406
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	578 788	1 196 285
Variation des :		
8.(-) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	171 615	-1 268 018
9.(-) Créances sur la clientèle	3 135 753	-920 003
10.(-) Titres de transaction et de placement	-7 361 831	805 726
11.(-) Autres actifs	86 379	-376 189
12.(+) Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
13.(-) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
14.(+) Immobilisation données en Ijara	-	-
15.(+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés auprès des EC et assimilés	-	-
16.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 346 722	-983 093
17.(+) Dépôts de la clientèle	-907 996	1 842 363
18.(+) Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-1 955	3 819
19.(+) Titres de créance émis	-793 393	-3 115 944
20.(+) Autres passifs	58 358	-81 856
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	8 669 819	-576 226
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	9 248 608	620 059
21.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
22.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	87	37 866
23.(-) Acquisition d'immobilisations financières	8 498 220	167 930
24.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	84 433	412 669
25.(+) Intérêts perçus	-	-
26.(+) Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-8 582 565	-542 733
27.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
28.(+) Emission de dettes subordonnées	-	-
29.(+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	45 436
30.(+) Emission d'actions	-	-
31.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	15 515	-
32.(-) Dépôts d'investissement remboursés	42 858	-
33.(-) Intérêts versés	-	-
34.(-) Rémunération versées sur DI et Wakala Bil Istithmar	-	-
35.(-) Dividendes versés	348 500	406 925
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-406 873	-361 489
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+ IV +V)	259 169	-284 163
VII. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	3 019 057	3 303 219
VIII. TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	3 278 226	3 019 057

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 30/06/2022

INDICATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévue par le plan de comptable des établissements de crédit (PCEC). Les Etats de Synthèse sont conformes à la présentation stipulée dans le PCEC.

ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 30/06/2022

Indications des dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES AU 30/06/2022

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NÉANT	NÉANT

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU 30/06/2022

CRÉANCES	En milliers de Dirhams					
	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2022	Total 31/12/2021
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	3 278 226	-	270 676	583 938	4 132 840	2 680 173
VALEURS REÇUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
PRÊTS DE TRÉSORERIE	-	-	640 291	1 495 915	2 136 206	1 977 272
- au jour le jour	-	-	75 746	1 118 051	1 193 797	603 109
- à terme	-	-	564 545	377 864	942 409	1 374 163
PRÊTS FINANCIERS	-	-	2 382 791	-	2 382 791	2 443 013
CRÉANCES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES CRÉANCES (y compris Hamish Al Jiddiya)	214 346	-	-	-	214 346	1 337 432
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	61	11 411	3 074	-	14 545	12 054
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
Dont créances en souffrance sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 885 438	214 407	3 305 169	2 082 927	8 880 729	8 449 944

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 30/06/2022

CRÉANCES	Secteur privé				En milliers de Dirhams	
	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30/06/2022	31/12/2021
CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRÉSORERIE	1 171 435	104	23 902 125	405 100	25 478 764	23 470 710
- Comptes à vue débiteurs	-	104	5 118 706	294 890	5 413 700	6 000 687
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	2 891 180	1 412	2 892 592	3 235 626
- Crédits à l'exportation	-	-	131 516	-	131 516	142 569
- Autres crédits de trésorerie	1 171 435	-	15 760 723	108 798	17 040 956	14 091 828
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autre financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CRÉDITS ET FINANCEMENT PARTICIPATIFS À LA CONSOMMATION	-	-	2 170	4 321 224	4 323 394	4 082 095
- Crédits à la consommation	-	-	2 170	4 180 146	4 182 316	3 942 169
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	141 078	141 078	139 926
- Autre financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
CRÉDITS ET FINANCEMENT PARTICIPATIFS À L'ÉQUIPEMENT	3 409 568	-	10 271 790	786 040	14 467 398	14 018 592
- Crédits à l'équipement	3 409 568	-	10 271 790	743 423	14 424 781	13 980 469
- Mourabaha à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	42 617	42 617	38 123
- Autre financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	-	-	6 052 953	17 714 583	23 767 536	23 162 501
- Crédits immobiliers	-	-	3 220 511	17 681 030	20 901 541	20 589 172
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	2 832 442	33 553	2 865 995	2 573 329
- Autres financements participatifs immobiliers	-	-	-	-	-	-
AUTRES CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	681 573	166 693	848 266	963 074
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1 698 292	-	578 714	5 970	2 282 976	2 415 739
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	-	-	-	282 710	282 710	270 018
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	19	3 406	3 435 613	1 355 769	4 794 807	4 727 368
- Créances pré-douteuses	-	-	2 210 145	598 927	2 809 072	2 730 180
- Dont créances pré-douteuses sur financements participatifs	-	-	37	2 959	2 996	3 083
- Créances douteuses	19	74	227 346	233 125	460 564	384 673
- Dont créances douteuses sur financements participatifs	-	-	-	1 568	1 568	2 835
- Créances compromises	-	3 332	998 122	523 717	1 525 171	1 612 516
- Dont créances compromises sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
TOTAL	6 279 295	3 510	44 852 549	25 153 094	76 245 850	73 110 097

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR AU 30/06/2022

TITRES	Établissement de crédit et assimilés	Émetteurs publics	Émetteurs privés		Total 30/06/2022	Total 31/12/2021
			financiers	non financiers		
TITRES COTÉS	-	-	-	28 901	28 901	65 009
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	28 901	28 901	65 009
TITRES NON COTÉS	-	10 926 512	-	-	10 955 405	9 747 848
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	10 922 482	-	-	10 922 482	9 739 841
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	4 030	-	-	4 030	8 007
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	10 926 512	-	28 911	10 955 414	9 812 857

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams					
	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	2 418 095	2 418 095	2 418 095	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 418 095	2 418 095	2 418 095	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	33 494	34 080	33 015	761	-	563
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	4 417	4 441	4 202	24	-	387
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	29 077	29 638	28 814	738	-	176
TITRES D'INVESTISSEMENT	8 504 388	8 514 920	8 219 059	10 532	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	8 504 388	8 514 920	8 219 059	10 532	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS AU 30/06/2022

ACTIF	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETÉS	-	-
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES	-	-
DÉBITEURS DIVERS	464 595	685 360
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	6 088	9 154
COMPTES DE RÉGULARISATION	760 053	449 842
CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES	-	-
TOTAL	1 230 736	1 144 357

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en % 30/06/2022	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	Produits inscrits au CPC
A - Participations dans les entreprises liées				1 848 787	1 687 881		2 695 839	212 739	187 541
SOGLEASE	Activités Financières	250 600	100,00%	250 600	250 600	30/06/2022	866 266	21 096	56 000
SOGECAPITAL GESTION	Gestion d'Actifs	1 000	99,94%	999	999	30/06/2022	15 819	14 718	29 530
INVESTIMA	Gestion Valeurs Mobilières	105 000	48,04%	59 443	59 443	30/06/2022	192 239	4 147	2 018
SOGECAPITAL BOURSE	Intermédiation Boursière	15 000	100,00%	14 999	14 999	30/06/2022	22 392	880	-
SOGCONTACT	Centre d'Appel	300	100,00%	300	300	30/06/2022	346	2 294	-
SOGECAPITAL PLACEMENT	Gestion d'Actifs	1 000	99,94%	999	999	30/06/2022	1 349	249	492
FONCIMMO	Commerce Biens Immobiliers	50 000	100,00%	50 000	22 761	30/06/2022	20 647	-2 122	-
ATHENA COURTAGE	Assurance	300	97,00%	291	291	30/06/2022	37 663	37 162	57 612
BANQUE OFFSHORE	Banque	500	99,92%	499	4 636	30/06/2022	7 950	311	5 999
SOGEFINANCEMENT	Activités Financières	50 000	60,00%	30 000	30 000	30/06/2022	46 490	-752	-
CREDIT EQDOM	Activités Financières	167 025	53,72%	1 190 235	1 058 937	31/12/2019	1 484 621	135 040	35 890
SOGEPAIEMENT	Activités Financières	-	0,00%	30 000	30 000	-	-	-	-
SOGEFONCIER	Commerce Biens Immobiliers	-	0,00%	200 000	200 000	-	-	-	-
SOGECAPITAL INVESTISSEMENT	Activités Financières	-	0,00%	1 000	1 000	30/06/2022	58	-283	-
SG EPARGNE PLUS	Activités Financières	-	0,00%	1 000	1 000	-	-	-	-
FCP SG COURT TERME OBLIG	Activités Financières	-	0,00%	999	999	-	-	-	-
FCP SG OPTIMAL PLUS	Activités Financières	-	0,00%	999	999	-	-	-	-
F.C.P. SG ACTIONS PLUS	Activités Financières	1 000	0,00%	360	360	-	-	-	-
FCP INVEST EQUILIBRE	Activités Financières	-	0,00%	999	999	-	-	-	-
FCP SG CASH Garantie	Activités Financières	-	0,00%	900	900	-	-	-	-
FCP HORIZON FLEXIBLE	Activités Financières	-	0,00%	999	999	-	-	-	-
SICAV SG EXPANSION	Activités Financières	-	0,00%	133	118	-	-	-	-
SICAV SG VALEUR	Activités Financières	-	0,00%	543	543	-	-	-	-
SICAV SG PERSPECTIVES	Activités Financières	-	0,00%	17	17	-	-	-	-
SICAV SG OBLIG PLUS	Activités Financières	-	0,00%	584	584	-	-	-	-
FCP HORIZON PREMIUM	Activités Financières	-	0,00%	999	999	-	-	-	-
NEMA CAPITAL	Activités Financières	-	0,00%	500	500	-	-	-	-
FCP HORIZON DISRIPERF	Activités Financières	-	0,00%	999	999	-	-	-	-
FCP HORIZON OBLIG TRESOR	Activités Financières	-	0,00%	999	999	-	-	-	-
SOGEPIB	Zone Industrielle	-	0,00%	900	900	-	-	-	-
FCP HORIZON MID & SMALL CAP	Activités Financières	-	0,00%	1 000	1 000	-	-	-	-
GESTAR	Activités Financières	-	0,00%	999	999	-	-	-	-
FCP HORIZN REASURY FUND	Activités Financières	-	0,00%	999	999	-	-	-	-
B - Autres titres de participation				442 488	442 488		839 252	38 662	23 166
C/C SCI GPBM	Activités Financières	-	0,00%	724	724	-	-	-	-
C/C FONCIMMO	Commerce Biens Immobiliers	-	0,00%	47 157	47 157	-	-	-	-
C/C ECOAPARC DE BERRECHID	-	-	0,00%	3 895	3 895	-	-	-	-
LA MAROCAINE VIE	Assurance	231 750,00	49,01%	390 712	390 712	30/06/2022	839 252,00	38 662,00	23 166,44
C - Emplois assimilés				101 108	100 710		3 561 632	288 515	-
ALD AUTOMOTIVE	Activités Financières	20 000,00	15,00%	3 000	3 000	30/06/2022	232 083,00	31 489,00	-
DAR AD-DAMANE	Activités Financières	75 000,00	0,63%	392	392	31/12/2015	81 355,00	-217,00	-
FINEA	Activités Financières	180,00	0,17%	224	224	31/12/2019	343 153,00	50 272,00	-
LESIEUR AFRIQUE	Agro Alimentaire	276 315,00	0,03%	712	712	31/12/2016	738,00	-	-
GPBM SCI	Activités Financières	19 005,00	6,67%	1 267	1 267	-	-	-	-
INTERBANK	Activités Financières	11 500,00	16,00%	1 840	1 840	31/12/2017	12 511,12	-563,59	-
RECOURS	Société de Recouvrement	2 500,00	0,00%	250	-	-	-	-	-
SANOFI PHARMA MAROC	Industries Chimiques	44 513,00	0,00%	22	22	31/12/2015	613 893,00	65 375,00	-
SETTAPARK	Zone Industrielle	-	16,33%	6 530	6 530	31/12/2021	22 128,36	206,83	-
SG ATS	Activités Informatiques	-	0,10%	2	2	31/12/2020	21 954,02	9 276,95	-
PME CROISSANCE	Activités Financières	452 135,10	13,20%	40 036	40 036	31/05/2022	459 836,00	-1 868,00	-
SAHAM ASSISTANCE	Assurance	-	0,00%	-	-	31/12/2015	129 554,00	31 847,00	-
SMAEX	Activités Financières	37 450,00	3,28%	1 229	1 229	31/12/2018	128 906,99	2 945,28	-
MAROCLEAR	Activités Financières	20 000,00	1,76%	351	351	31/12/2019	306 247,66	1 369,12	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Activités Financières	98 200,00	11,20%	11 000	11 000	31/12/2019	136 299,98	18 440,54	-
ECOPARC DE BERRECHID	Zone Industrielle	55 000,00	20,00%	11 000	11 000	31/12/2021	18 234,64	-12 930,45	-
SOGEPIB	Zone Industrielle	18 000,00	5,00%	900	900	31/12/2021	29 904,73	7 540,80	-
ACMAR	Activités Financières	50 000,00	10,00%	5 338	5 338	31/12/2018	72 619,69	22 056,46	-
PORTNET	Activités Informatiques	6 000,00	2,65%	300	300	31/12/2018	78 403,11	10 366,21	-
BVC	Activités Financières	-	3,00%	11 765	11 765	31/12/2018	754 000,00	-	-
SWIFT INDICE	Activités Financières	-	0,00%	145	97	-	-	-	-
SOCIETE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DEPOTS BANCAIRES	Activités Financières	1 000,00	5,88%	59	59	31/12/2020	6 175,33	1 456,28	-
SOGEPOS	Zone Industrielle	35 000,00	13,20%	4 622	4 622	31/12/2021	62 360,77	14 012,93	-
SG ABS	Activités Informatiques	-	5,00%	25	25	31/12/2019	51 273,68	37 440,05	-
FCP SG SOCIAL IMPAC FUND	Activités Financières	-	0,00%	100	-	-	-	-	-
Titres de Moucharaka									
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de Moudaraba									
Moudaraba restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL				2 392 383	2 231 079		7 096 723	539 917	210 707

CRÉANCES SUBORDONNÉES AU 30/06/2022

CRÉANCES	MONTANT					
	31/12/2021			31/12/2020	31/12/2021	
	Brut 1	Prov. 2	Net 3	Net 4	Net 5	Net 6
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés				NÉANT		
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 30/06/2022

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			30/06/2022	31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	61 292	717 049	17 757 496	31 110 302	49 646 139	50 759 366
Compte d'épargne	-	-	-	10 125 524	10 125 524	10 128 514
Dépôts à terme	-	20 000	1 192 322	2 970 777	4 183 099	4 239 633
Autres comptes créditeurs (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	115 759	1 345 456	1 890 262	3 351 477	3 083 621
Intérêts courus à payer	-	-	-	28 868	28 868	31 970
TOTAL	61 292	852 808	20 295 274	46 125 733	67 335 107	68 243 103

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS AU 30/06/2022

PASSIF	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	-	-
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES	2 706	177
CRÉDITEURS DIVERS	874 645	927 010
COMPTES DE RÉGULARISATION	1 981 710	1 873 515
TOTAL	2 859 061	2 800 703

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 30/06/2022

DETTES	En milliers de Dirhams					
	Établissements de crédits et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2022	Total 31/12/2021
Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc				
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS	-	3 109	161 627	479 077	643 813	497 707
VALEURS DONNÉES EN PENSION	1 715 404	-	-	-	1 715 404	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	1 715 404	-	-	-	1 715 404	-
EMPRUNT DE TRÉSORERIE	714 000	-	-	5 121 633	5 835 633	1 362 355
- au jour le jour	-	-	-	210 974	210 974	-
- à terme	714 000	-	-	4 910 659	5 624 659	1 362 355
EMPRUNTS FINANCIERS	-	-	-	186 174	186 174	191 232
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	293 756	11 378	-	305 134	291 147
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	-	518	618	2 665	3 801	796
TOTAL	2 429 404	297 383	173 623	5 789 549	8 689 959	2 343 237

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Reprises de provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT									
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles									
Crédit-bail mobilier									
- Crédit-bail mobilier en cours									
- Crédit-bail mobilier loué									
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation									
Crédit-bail immobilier									
- Crédit-bail immobilier en cours									
- Crédit-bail immobilier loué									
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation									
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Créances en souffrance									
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE									
Biens mobiliers en location simple									
Biens immobiliers en location simple									
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Loyers en souffrance									
Total									

NEANT

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou prov. début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis. sur immo. sorties	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES								
- Droit au bail	142 281	-	-	142 281	-	-	-	142 281
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	1 773 072	196 704	-	1 969 776	997 459	87 712	-	884 604
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES								
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	3 676 031	50 969	-	3 727 001	2 615 431	75 528	-	1 036 041
. Terrain d'exploitation	1 494 284	-	-	1 494 284	956 471	23 406	-	514 406
. Immeubles d'exploitation, Bureaux	1 229 848	-	-	1 229 848	-	-	-	1 229 848
. Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	1 371 300	-	-	1 371 300	956 471	23 406	-	391 422
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	536 596	26 339	-	562 935	410 355	24 524	-	128 056
. Mobilier de bureau d'exploitation	265 561	9 261	-	274 822	234 826	8 338	-	31 658
. Matériel de bureau d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
. Matériel informatique	270 917	17 078	-	287 995	175 478	16 186	-	96 331
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	118	-	-	118	52	-	-	67
. Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
- AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION	1 326 756	23 808	-	1 350 564	1 053 314	24 999	-	272 250
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.	318 395	822	-	319 217	195 290	2 599	-	121 328
. Terrains hors exploitation	25 398	-	-	25 398	-	-	-	25 398
. Immeubles hors exploitation	76 955	-	-	76 955	59 248	1 413	-	16 294
. Mobilier et matériel hors exploitation	17 185	-	-	17 185	14 498	267	-	2 420
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	198 856	822	-	199 678	121 544	919	-	77 216
Total	5 591 384	247 673	-	5 839 058	3 612 890	163 241	-	2 062 927

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
NEANT							
Total							

TITRES DE CRÉANCE ÉMIS AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams

NATURE TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTÉRISTIQUES			MONTANT	dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
			Valeur Nominale Unitaire	Taux Nominal	Mode de remboursement		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICAT DE DEPOTS STRUCTURE	02/05/2018	02/05/2023	100	3,95%	Conditionnel	AA	22 000	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	22/02/2019	22/02/2026	100	2,92%	-	-	500 000	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	29/12/2020	29/12/2022	100	2,24%	-	-	500 000	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	29/07/2020	29/07/2022	100	2,22%	-	-	600 000	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	30/06/2022	30/06/2023	100	2,07%	-	-	325 000	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	22/02/2019	22/02/2024	100	3,15%	-	-	500 000	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	29/04/2022	30/10/2023	100	2,03%	-	-	400 000	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	31/05/2016	31/05/2023	100	3,08%	-	-	700 000	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	22/02/2019	22/06/2025	100	3,31%	-	-	500 000	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	29/03/2019	18/12/2025	100	3,38%	-	-	450 000	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	30/06/2022	30/12/2022	100	1,95%	-	-	675 000	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	29/04/2022	28/04/2023	100	1,91%	-	-	400 000	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	29/03/2019	20/09/2024	100	3,21%	-	-	450 000	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	29/04/2022	29/04/2024	100	2,20%	-	-	400 000	-	-
CERTIFICAT DE DEPOTS	29/03/2019	29/03/2026	100	2,29%	-	-	600 000	-	-
TOTAL							7 022 000		

PROVISIONS AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams							
PROVISIONS	Encours 31/12/2021	Dotations	Reprise utilisées	Reprise devenues disponible	Écart de conversion	Autres variations	Encours 30/06/2022
PROVISIONS, DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR :	7 894 046	1 033 467	18 137	754 531	-	-1 992	8 156 838
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (y compris FP*)	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle (y compris FP*)	7 732 172	1 017 798	18 137	738 862	-	-1 992	7 994 964
Titres de placement (y compris Certificats de Sukuk)	569	15 669	-	15 669	-	-	569
Titres de participation et emplois assimilés	161 305	-	-	-	-	-	161 305
Dépôts d'investissements et Wakala Bil Istithmar placés	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en Ijara	-	-	-	-	-	-	-
Autres Actifs	-	-	-	-	-	-	-
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	1 334 052	79 571	1 881	65 576	-	-	1 346 166
Provisions pour risques d'engagements par signature	243 436	50 962	-	44 239	-	-	250 159
Provisions pour risques sur créances sensibles	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	671 575	11 645	-	10 000	-	-	673 217
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges (y compris provision pour risques sur Moudaraba)	419 041	16 964	1 881	11 337	-	-	422 787
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	7 568 788	1 113 038	20 018	820 106	-	-1 992	7 843 694

* Finance participative

DETTES SUBORDONNÉES AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams										
Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaletur en KDH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant N (en contrevaletur KDH)	Montant N-1 (en contrevaletur KDH)	Montant N (en contrevaletur KDH)	Montant N-1 (en contrevaletur KDH)
MAD	324 200		5,98% (taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	83 500	83 500	-	-
MAD	175 800		5,98% (taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	-
MAD	238 200		4,77% (taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	158 800	158 800	-	-
MAD	130 000		4,77% (taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	-
MAD	431 800		3,51% (Taux révisable)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	-
MAD	749 500		4% (Taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	-
MAD	50 500		4% (Taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	6 500	6 500	-	-
Total	2 100 000						248 800	248 800		

(2) éventuellement indéterminée

(3) se référer au contrat de dettes subordonnées

ENGAGEMENTS SUR TITRES AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams		
Rubrique	30/06/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DONNÉS	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Titres à livrer	150 055	133 925
- Marché primaire	-	-
- Marché gris	-	-
- Marchés réglementés	-	-
- Marché gré à gré	150 055	133 925
- Autres	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Titres à recevoir	-	133 951
- Marché primaire	-	-
- Marché gris	-	-
- Marchés réglementés	-	51 583
- Marché gré à gré	-	82 368
- Autres	-	-

SUBVENTIONS FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams					
Réseau	Objet économique	Montant global	Montant à fin 2021	Utilisation 2022	Montant à juin 2022
Subventions					
Fonds publics affectés			NÉANT		
Fonds spéciaux de garantie					

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams		
TITRES	Opérations de couverture 30/06/2022	31/12/2021
Opérations de change à terme	5 065 513	5 461 202
Devises à recevoir	1 110 613	1 424 481
Dirhams à livrer	610 507	884 830
Devises à livrer	1 877 085	1 778 888
Dirhams à recevoir	1 467 308	1 373 003
- Dont swaps financiers de devises	-	-
Engagements sur produits dérivés	20 113	20 052
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	20 113	20 052
TOTAL	5 085 626	5 481 254

CAPITAUX PROPRES AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams				
CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2021	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2022
Écarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	8 781 613	508 603	-	9 290 216
Réserve légale	205 000	-	-	205 000
Autres réserves	7 979 113	508 603	-	8 487 716
Primes d'émission, de fusion et d'apport	597 500	-	-	597 500
Capital	2 152 500	-	-	2 152 500
Capital appelé	2 152 500	-	-	2 152 500
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	857 103	-857 103	566 764	566 764
TOTAL	11 791 216	-857 103	566 764	12 009 480

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams				
Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital des bénéficiaires
10	26 436 481	19 308 302	6 320 842	807 338

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams						
	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 857 579	185 590	795 089	1 680 739	-	4 518 997
Créances sur la clientèle	10 568 374	5 888 915	7 599 555	18 305 423	19 218 001	61 580 268
Titres de créances	-	-	2 039 239	5 492 576	886 513	8 418 328
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
IJARA	-	-	-	-	-	-
Total	12 425 953	6 074 505	10 433 883	25 478 738	20 104 514	74 517 593
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 185 381	4 370 790	1 181 040	-	-	7 737 211
Dettes envers la clientèle	1 397 747	995 574	1 624 393	165 385	-	4 183 099
Titres de créances émis	600 000	-	2 297 000	4 125 000	-	7 022 000
Emprunts subordonnés	-	-	500 000	800 000	800 000	2 100 000
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	7 070	41 287	95 172	26 631	-	170 160
Total	4 183 128	5 366 364	5 602 433	5 090 385	800 000	21 212 470

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams		
ENGAGEMENTS	30/06/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNEES	20 624 498	20 053 356
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	6 883 630	6 250 819
Crédits documentaires import	2 907 325	2 658 116
Acceptation ou engagements de payer	-	3 790
Ouverture de crédit confirmés	3 954 824	3 563 995
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	17 613	21 050
Autres engagements de financement donnés	3 868	3 868
Engagement de garantie d'ordre d'établissement de crédit et assimilés	3 494 666	3 426 987
Crédits documentaires export confirmés	45 090	47 539
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptation ou engagements de payer	927 895	928 647
Autres cautions, avals et garanties données	2 521 681	2 450 801
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	10 246 202	10 375 550
Garanties de crédits données	1 037 288	1 421 397
Caution et garanties en faveur de l'administration publique	6 941 937	6 607 756
Autres cautions et garanties données	2 266 977	2 346 397
Engagements en souffrance	-	-
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	18 179 775	12 803 987
Engagements de financement reçus d'établissements de crédits et assimilés	-	-
Ouvertures de crédits confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissement de crédits et assimilés	10 668 326	5 821 881
Garanties de crédits	2 225 386	2 197 702
Autres garanties reçues	8 442 940	3 624 179
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organisme de garantie divers	7 511 448	6 982 106
Garanties de crédits	7 511 448	6 982 106
Autres garanties reçues	-	-

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams			
VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature reçus	Montants des créances ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-
Autres titres	215 015	-	-
Hypothèques	42 663 371	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	115 565 828	-	-
TOTAL	158 444 214	-	-

En milliers de Dirhams			
VALEURS ET SÛRETÉS DONNÉES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature donnés	Montants des dettes ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	-	-	-

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE AU 30/06/2022

en milliers de DH			
BILAN	30/06/2022	31/12/2021	
ACTIF	8 610 043	6 023 104	
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	51 241	20 529	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés.	2 347 375	1 468 518	
Créances sur la clientèle	5 704 432	3 563 221	
Titres de transaction et de placement et invest	501 933	493 019	
Autres actifs	-	473 036	
Titres de participation et emplois assimilés	5 062	4 781	
Créances subordonnées	-	-	
Immobilisations données en crédit-bail et location	-	-	
Immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	
PASSIF	8 464 836	5 375 705	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 509 912	1 423 694	
Dépôts de la clientèle	2 954 924	3 888 916	
Titres de créance émis	-	-	
Autres passifs	-	63 095	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-	
Dettes subordonnées	-	-	
HORS BILAN	13 135 734	8 292 673	
Engagements donnés	6 753 632	6 891 377	
Engagements reçus	6 382 102	1 401 296	

MARGE D'INTÉRÊT AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams			
INTÉRÊTS	Montant 30/06/2022	Dont montant relatif aux exercices précédents	Montant 30/06/2021
INTÉRÊTS PERÇUS	1 755 123	-	1 861 542
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées	52 251	-	63 130
Dont Intérêts sur créances subordonnées	-	-	-
INTÉRÊTS VERSÉS	249 162	-	329 391
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées	52 651	-	-
Dont Intérêts sur dettes subordonnées	44 686	-	93 157

En milliers de Dirhams			
COMMISSIONS	Montant 30/06/2022	Dont montant relatif aux exercices précédents	Montant 30/06/2021
COMMISSIONS PERÇUES	364 645	-	53 433
Commissions sur engagements de financement donnés	328 771	-	48 379
Commissions sur engagements de garantie donnés	35 874	-	5 054
COMMISSIONS VERSÉES	29 844	-	2 656
Commissions sur engagements de financement reçus	26 566	-	-
Commissions sur engagements de garantie reçus	3 278	-	2 656

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams	
CATÉGORIE DES TITRES	PRODUITS PERÇUS
Titres de placement	4 051
Titres de participation	-
Participations dans les entreprises liées	210 707
Emplois assimilés	261
TOTAL	215 019

COMMISSIONS AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams	
COMMISSIONS	Montant
COMMISSIONS PERÇUES :	418 464
sur opérations avec les établissements de crédit	59
sur opérations avec la clientèle	53 760
sur opérations de change	35 874
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	4 864
sur produits dérivés	-
opérations sur titres en gestion et en dépôt	17 144
sur moyens de paiement	137 070
sur activités de conseil et d'assistance	562
sur ventes de produits d'assurances	-
sur autres prestations de service	169 131
COMMISSIONS VERSÉES	31 599
sur opérations avec les établissements de crédit	1 755
sur opérations avec la clientèle	-
sur opérations de change	1 046
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
sur produits dérivés	-
opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
sur moyens de paiement	26 566
sur activités de conseil et d'assistance	-
sur ventes de produits d'assurances	-
sur autres prestations de service	2 232

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams	
PRODUITS ET CHARGES	Montant
PRODUITS	427 325
Gains sur les titres de transaction	33 169
Plus value de cession sur titres de placement	-
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	47 902
Gains sur les produits dérivés	-
Gains sur les opérations de change	346 253
CHARGES	184 830
Pertes sur les titres de transaction	13 628
Moins value de cession sur titres de placement	-
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	47 896
Pertes sur les produits dérivés	1 626
Pertes sur opérations de change	121 681
RÉSULTAT	242 495

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams	
CHARGES	Montant
CHARGES DE PERSONNEL	564 374
IMPÔTS ET TAXES	23 778
CHARGES EXTERNES	402 450
AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	6 231
Dotations aux amortiss. et aux provisions des immob. incorporelles et corporelles	163 246

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams	
Produits et charges	Montant
Autres produits et charges bancaires	
Autres produits bancaires	463 002
Autres charges bancaires	283 338
Produits et charges d'exploitation non bancaire	
Produits d'exploitation non bancaire	63 609
Charges d'exploitation non bancaire	30 450
Autres charges	
Dotation aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	1 123 629
Autres produits	
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	818 922
Produits et charges non courants	
Produits non courants	10 505
Charges non courantes	44 639

VENTILATION DES RÉSULTATS PAR MÉTIER OU PAR PÔLE D'ACTIVITÉ ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams			
Pôle d'activité	Produit Net Bancaire	Résultat courant	Résultat avant impôt
- Activité bancaire	2 275 423	843 796	809 662
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	2 275 423	843 796	809 662

En milliers de Dirhams			
Pôle d'activité	Produit Net Bancaire	Résultat courant	Résultat avant impôt
- Maroc	2 275 423	843 796	809 662
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	2 275 423	843 796	809 662

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams	
I. Détermination du résultat	Montant
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	843 796
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	489 504
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	667 373
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	665 927
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	246 393
. Résultat courant après impôts (=)	419 534

II. Indications du régime fiscal et des avantages octroyés par les codes des investissements ou par des dispositions légales spécifiques

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Marocaine de Banques est soumise à l'IS selon le régime de droit commun, avec un taux d'imposition de 37%.

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 30/06/2022

Intitulés	En Dirhams	
	Montants	Montants
I - RÉSULTAT NET COMPTABLE		
. Bénéfice net	809 662 405,55	-
. Perte nette	-	-
II - RÉINTÉGRATIONS FISCALES	514 193 804,18	-
1- Courantes	489 504 195,18	-
- Loyers sur véhicules de tourisme	1 714 094,34	-
- Dons	-	-
- Cadeaux à la clientèle	-	-
- Charges d'exploitation sur Exercices Antérieurs	-	-
- Provisions pour Prédoutoux et Douteux	466 908 517,00	-
- Provisions pour risques et charges	9 236 208,84	-
- Provisions pour risques généraux	11 645 375,00	-
2- Non courantes	24 689 609,00	-
- Amendes et pénalités Fiscales	-	-
- Autres Charges non courantes - Don COVID 19	-	-
- Autres Charges non courantes	-	-
- Impôts sur les sociétés	-	-
- Contribution Sociale de Solidarité (CSS)	24 689 609,00	-
III - DÉDUCTIONS FISCALES	-	667 373 185,70
1- Courantes	-	667 373 185,70
- Abattement sur les produits de participation (Dividendes)	-	210 707 032,00
- Reprises de provisions pour Prédoutoux et Douteux	-	446 666 153,70
- Reprises de provisions pour risques et charges	-	10 000 000,00
- Reprises de provisions pour risques généraux	-	-
2- Non courantes	-	-
TOTAL	1 323 856 209,73	667 373 185,70
IV - RÉSULTAT BRUT FISCAL		
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	-	656 483 024,02
V - REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS (C) (1)		
. Exercice n-4	-	-
. Exercice n-3	-	-
. Exercice n-2	-	-
. Exercice n-1	-	-
VI - RÉSULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C)	-	656 483 024,02
OU		
. Déficit net fiscal (B)	-	-
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS		
VIII - CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER		
. Exercice n-4	-	-
. Exercice n-3	-	-
. Exercice n-2	-	-
. Exercice n-1	-	-

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE AU 30/06/2022

NATURE	En milliers de Dirhams			
	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	147 804	292 310	291 518	148 595
B. TVA à récupérer	73 377	131 056	99 940	104 493
. Sur charges	45 485	44 838	28 567	61 755
. Sur immobilisations	27 892	86 218	71 372	42 738
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	74 427	161 254	191 579	44 102

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 30/06/2022

Montant du capital 2 050 000 000 DHS
 Montant du capital social souscrit et non appelé
 Valeur nominale des titres 100 DHS

Nom des principaux actionnaires ou associés	N° IF	N° CIN	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
				Exercice précédent	Exercice actuel	
SG FRANCE	552120222	29	Bd Haussman - 75009 Paris - France	11 802 223	11 802 223	58%
DEVECO-SOUSS	6928071	153	Bd de la Gironde - Casablanca	5 644 794	5 644 794	28%
PATRIMOINE GESTION ET PLACEMENTS	11085200	78	Rue d'Alger - Casablanca	661 764	661 764	3%
CHEDDADI NAIMA EP MEKOUAR	B430452	BP 13321 - Casablanca	341 535	106 366	1%	
HAKAM ABDELLATIF FINANCE	3331405	C/Hakam Frères - Avenue Hassan II Route de Casa - Rabat	265 349	473 480	2%	
FINAM	2221142	C/Ets Hakam Frères - Avenue Hassan II Route de Casa - Rabat - Rabat Y El Mansour	239 416	239 416	1%	
MAD INVEST	46009	C/Hakam Frères - Avenue Hassan II Route de Casa - Rabat - Rabat Y El Mansour	239 379	219 379	1%	
SOCIETE BISMILLAH HOLDING	3331491	C/Hakam - Avenue Hassan II Route de Casa - Rabat	107 010	53 505	0%	
MEKOUAR MOHAMMED CHAKIB	BE69823	Icomabd Hassan II - Mohammadia	106 256	106 256	1%	
MEKOUAR AZIZA		6, Allée des Noisetiers Anfa 20170 Casablanca	-	121 434	1%	
MEKOUAR MALIKA		5, Rue Abdellaziz Ben Driss Ouasis 20103 Casablanca Ouasis	-	121 434	1%	
MEKOUAR MOUNA		55, Avenue Victor Hugo - 75116 Paris France	-	151 682	1%	
ZAK FINANCE	1622659	16-18, Rue Soldat Raphael Mariscal - Casa	68 406	68 406	0%	
DIVERS AUTRES ACTIONNAIRES		55, Bd Abdelmoumen - Casablanca	1 023 868	729 861	4%	
TOTAL			20 500 000	20 500 000	100,00%	

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE AU 30/06/2022

A- Origine des résultats affectés	En Dirhams	
	Montants	Montants
Projet de l'AGO du 24/05/2022		
Report à nouveau	-	Réserve légale -
Résultats nets en instance d'affectation	-	Dividendes 348 500
Résultat net de l'exercice	857 103	Autres affectations 508 603
Prélèvements sur les bénéfices	-	-
Autres prélèvements	-	-
TOTAL A	857 103	TOTAL B 857 103

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	En milliers de Dirhams		
	30/06/2022	30/06/2021	30/06/2020
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS	12 009 480	11 395 827	11 121 552
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE			
1. Produit net bancaire	2 275 423	2 269 589	2 158 998
2. Résultat avant impôts	809 662	668 912	472 362
3. Impôts sur les résultats	242 898	207 198	191 595
4. Bénéfices distribués	-	199 875 000	-
5. Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	-	461 714	280 767
RÉSULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	27,65%	22,52%	13,70%
Bénéfice distribué par action ou part sociale	-	9,75	-
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	564 374	552 921	549 427
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3 321	3 260	3 339

DATATION ET ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS AU 30/06/2022

I - DATATION	
. Date de clôture ⁽¹⁾	30/06/2022
. Date d'établissement des états de synthèse ⁽²⁾	15/09/2022
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement de délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II - Événements nés postérieurement à la clôture de l'exercice non rattachable à cet exercice et connus avant la 1 ^{ère} communication externe des états de synthèse	

EFFECTIF AU 30/06/2022

	En nombre	
	30/06/2022	31/12/2021
Effectifs rémunérés	3 149	3 205
Effectifs utilisés	3 149	3 205
Effectifs équivalent plein temps	3 066	3 128
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	1 108	1 222
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1 958	1 906
Cadres (équivalent plein temps)	1 962	1 976
Employés (équivalent plein temps)	1 102	1 150
dont effectifs employés à l'étranger	2	2

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS AU 30/06/2022

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2022	31/12/2021
Titres dont l'établissement est dépositaire	16 798	16 745	102 755 431	117 418 551
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	38	38	27 453 413	26 463 213
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	13	12	11 328 945	10 194 694
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	3	-	336 124	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

RÉSEAU AU 30/06/2022

RÉSEAU	En nombre	
	30/06/2022	31/12/2021
Guichets permanents	361	371
Guichets périodiques	-	-
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	495	501
Succursales et agences à l'étranger	-	-
Bureaux de représentation à l'étranger	2	2

COMPTES DE LA CLIENTÈLE AU 30/06/2022

COMPTES DE LA CLIENTÈLE	En nombre	
	30/06/2022	31/12/2021
Comptes courants	34 618	35 585
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	21 055	20 484
Autres comptes chèques	442 373	436 783
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes dépôts d'investissement	-	-
Comptes d'épargne	365 484	363 355
Comptes à terme	2 020	2 444
Bons de caisse	313	-
Autres comptes de dépôts	114 425	116 318

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

En milliers de Dirhams		
30/06/2022	30/06/2021	30/06/2020
2 275 423	2 269 583	2 158 998

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE - PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2022

Fidaroc
 Grant Thornton
 7, Boulevard Driss Slaoui
 20 160 Casablanca
 Maroc

Deloitte.
 Deloitte Audit
 Bd Sidi Mohamed Ben Abdallah,
 Tour Noire III,
 20 300 Casablanca (Marina)

SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (SGMB)
 ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2022

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (SGMB) comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection d'états de l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 14 125 713 KMAD, dont un bénéfice net de 566 764 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur. Cette situation a été arrêtée par le directoire le 13 septembre 2022, dans un contexte évolutif de crise sanitaire de l'épidémie de Covid19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (SGMB) arrêtés au 30 juin 2022, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 27 septembre 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
 FIDAROC GRANT THORNTON
 Membres Réseau Grant Thornton
 International
 7 Bd, Driss Slaoui - Casablanca
 Tél: 05 22 54 48 00 - Fax: 05 22 28 88 70
 Faïçal MEKOUAR
 Associé

DELOITTE AUDIT
 Deloitte Audit
 Bd Sidi Mohamed Ben Abdallah
 Tour Noire III, L'Esplanade
 Casablanca
 Tél: 05 22 54 48 00 / 05 22 22 47 34
 Fax: 05 22 22 40 78 / 47 59
 Sakina BENSOUA KORACHI
 Associée

RÉSULTATS FINANCIERS DE DAR AL AMANE AU 30/06/2022

ACTIFS ET PASSIFS DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE AU 30/06/2022

ACTIFS	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	293 691,36	217 056,09
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	7 352,60	5 632,95
3. Créances sur la clientèle	3 054 345,57	2 755 109,09
. Créances sur Mourabaha	3 049 711,48	2 751 440,73
. Créances sur Salam	-	-
. Créances sur autres financements participatifs	-	-
. Autres créances sur la clientèle	4 634,10	3 668,35
4. Titres de transaction et de placement	-	-
. dont Certificats de Sukuk	-	-
5. Biens acquis dans le cadre de financements participatifs	6 116,39	5 862,70
6. Immobilisations données en Ijara	-	-
7. Titres d'investissement titres de participation et emplois divers	-	-
. dont Certificats de Sukuk	-	-
. dont Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
8. Dépôts d'investissement placés et Wakala Bil Istismar Placés	-	-
9. Autres actifs	46 446,28	26 159,75
TOTAL DES ACTIFS	3 407 952,20	3 009 820,58

PASSIFS	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 530 292,33	1 249 227,36
. Dettes sur Mourabaha	-	-
. Dettes sur Salam	-	-
. Dettes sur autres financements participatifs	-	-
. Autres dettes sur les établissements de crédit et assimilés	1 530 292,33	1 249 227,36
3. Dépôts de la clientèle	522 132,58	409 023,47
. Comptes à vue créditeurs	473 421,74	374 393,57
. Autres comptes créditeurs	48 710,84	34 629,90
4. Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	1 864,54	3 819,31
. Dettes sur Mourabaha	-	-
. Dettes sur Salam	-	-
. Dettes sur autres financements participatifs	1 864,54	3 819,31
5. Autres passifs	922 678,07	894 147,68
6. Provisions pour risques et charges	-	3,26
7. Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istismar reçus	170 159,95	213 017,84
8. Dotation en capital	260 000,00	260 000,00
9. Reports	-18 985,60	-48 118,95
10. Résultat de l'exercice	19 810,33	28 700,61
TOTAL DES PASSIFS	3 407 952,20	3 009 820,58

HORS BILAN AU 30/06/2022

HORS BILAN	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DONNÉS	17 612,53	21 050,00
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	17 612,53	21 050,00
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	4 027,19	2 806,00
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	4 027,19	2 806,00
Titres vendus à réméré	-	-
Titre de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE DU 01/01/2022 AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	30/06/2021
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	50 458,95	40 046,09
1. Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
2. Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	48 321,14	38 302,89
3. Produits sur titres de propriété ⁽¹⁾ et certificats de Sukuks	-	-
4. Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
5. Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
6. Commissions sur prestations de service	2 083,73	1 700,97
7. Autres produits bancaires	50,04	37,68
8. Transfert de charges sur dépôts d'investissement et wakala Bil Istismar reçus	4,04	4,56
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	4 272,38	2 666,46
9. Charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	37,87	-
10. Charges sur opérations avec la clientèle	-	-
11. Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
12. Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
13. Autres charges bancaires	1 916,66	1 260,39
14. Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istismar reçus	2 317,86	1 406,07
III. PRODUIT NET BANCAIRE	46 186,57	37 379,63
15. Produits d'exploitation non bancaire	-	-
16. Charges d'exploitation non bancaire	-	-
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	24 909,11	25 539,16
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	714,00	519,30
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	583,35	-
VII. RÉSULTAT COURANT	21 146,81	11 321,17
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	21 146,81	11 321,17
17. Impôts théoriques	1 336,48	240,28
IX. RÉSULTAT APRÈS IMPÔTS	19 810,33	11 321,17

(1) Autres que Moucharaka et Moudaraba

TABLEAU DES MARGES CONSTATÉES D'AVANCE SUR MOURABAHA DU 01/01/2022 AU 30/06/2022

BIENS	En milliers de Dirhams						
	Montant brut au début de l'exercice 31/12/2021	Marges sur opérations de l'exercice du 01/01/2022 au 30/06/2022	Quote-part reprise en compte du résultat Marges sur opérations de l'exercice du 01/01/2022 au 30/06/2022	Quote-part constaté en rémunération réservée	Quote-part de marge abandonnées	Montant brut à la fin de l'exercice au 30/06/2022	Encours des créances Mourabaha au 30/06/2022
MARGES CONSTATÉES D'AVANCE - MOURABAHA AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	-	-	-	-	-	-
MARGES CONSTATÉES D'AVANCE - MOURABAHA AVEC LA CLIENTÈLE	-	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donner d'ordre	716 908	127 226	50 148	1 761	1 950	795 443	3 049 690
TOTAL	716 908	127 226	50 148	1 761	1 950	795 443	3 049 690

DÉPÔTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS REÇUS DU 01/01/2022 AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams

DÉPÔT D'INVESTISSEMENTS	Encours 31/12/2021	Affectation des résultats	Dépôts collectés 01/01/2022 au 30/06/2022	Dépôts restitués 01/01/2022 au 30/06/2022	Autres variations	Encours 30/06/2022
Dépôts d'investissement reçus	211 639	-	97 408	140 380	-	168 667
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	211 639	-	97 408	140 380	-	168 667
Réserve de péréquation des profits	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	-	-	-	-
Réserves pour risques d'investissements	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	-	-	-	-
Rémunération distribuée aux titulaires de comptes	-	-	87	71	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	87	71	-	-
Report sur dépôts d'investissement	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	-	-	-	-
Résultats en instance d'affectation (+/-)	1 379	-	415	-	-	1 493
TOTAL	213 018	-	97 911	140 452	-	170 160

TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DU 01/01/2022 AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams

BIENS	Montant brut au début de l'exercice (31/12/2021)	Montant des acquisitions ou transfert au cours de l'exercice (01/01/2022 au 30/06/2022)	Montant des cessions au cours de l'exercice		Montant brut à la fin de l'exercice 30/06/2022	Provisions				Montant net à la fin de l'exercice 30/06/2022	
			Exploitation bancaire (01/01/2022 au 30/06/2022)	Exploitation non bancaire		Montant des provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des reprises sur biens sortis	Montant des reprises sur biens en stocks		Cumul à la fin de l'exercice
Bien acquis - Mourabaha	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens mobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bien acquis - Mourabaha pour donneur d'ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens mobiliers	-	46 657	46 657	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens immobiliers	5 863	378 854	378 600	-	6 116	-	-	-	-	-	6 116
Bien acquis-Salam	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bien acquis - Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	5 863	425 511	425 257	-	6 116	-	-	-	-	-	6 116

DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS DU 01/01/2022 AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams

DETTES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2022	Total 31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS						
- Mourabaha ⁽¹⁾						
- Salam						
- Autres financements participatifs						
TOTAL						

Commentaires :
(1) principalement les avances sur Mourabaha

NORMES COMPTABLES ET PRINCIPES IAS/IFRS APPLIQUES PAR LE GROUPE SGMA

Les normes comptables internationales sont appliquées par le groupe Société Générale Marocaine de Banques à compter depuis le 1^{er} janvier 2008.

1. CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation :

Entrent dans le périmètre de consolidation les entités contrôlées (Contrôle exclusif ou conjoint) ou sous influence notable. Il n'est pas fixé de seuils chiffrés d'exclusion dans les normes, l'appréciation de la matérialité doit se faire conformément au cadre conceptuel des IFRS.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à savoir : Intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon les normes IFRS 11 « Partenariats » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Ainsi, l'information est significative si son omission ou son inexactitude peut influencer les décisions économiques que les utilisateurs prennent sur la base des états financiers.

L'importance relative dépend de la taille de l'élément ou de l'erreur, jugée dans les circonstances particulières de son omission ou de son inexactitude.

Exclusion du périmètre :

Deux cas d'exception existent :

- la détention en vue de revente ultérieure à un horizon maximum fixé à 12 mois,
- l'existence de restrictions sévères et durables qui limitent la capacité à transférer des fonds à l'investisseur,
- le caractère significatif.

Regroupements d'entreprises :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas effectué de regroupement courant 2008.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, le Groupe a décidé de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 31/12/06.

Options retenues :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques applique un ensemble de seuils pour inclure certaines entités dans le périmètre de consolidation :

Filiales intégrées globalement : Pour être intégrée globalement, une entité doit satisfaire aux critères suivants :

- droits de vote > 40 % ;
- total bilan > 0,1 % de celui de l'activité agrégée du groupe Société Générale Marocaine de Banques.

Filiales mises en équivalence : Pour être mise en équivalence, une entité doit satisfaire aux critères suivants :

- droit de vote compris entre 15 % et 40 % ;
- part dans la situation nette > 0,5 % des capitaux propres de l'activité agrégée ;
- total bilan > 0,1 % de celui de l'activité agrégée.

Le Groupe Société Générale Marocaine de Banques ne dispose pas d'entité ad hoc.

2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Une immobilisation corporelle est un actif matériel contrôlé et possédé pour la fourniture de services ou pour les tâches administratives propres à la banque. En plus de la nature de la dépense qui reste déterminante pour son passage en immobilisation (au lieu de charge), il y a lieu de tenir compte de la possibilité d'inventorier le bien en question et ce durant toute sa durée d'existence à l'actif de la banque. Il en découle que si la dépense présente des difficultés quant à sa localisation suite à l'inventaire physique, il faut la passer en charge.

Évaluation initiale :

Le coût d'acquisition du bien comporte :

- Le prix d'achat,
- + Les droits de douane et autres impôts et taxes non récupérables,
- les réductions commerciales obtenues et des taxes légalement récupérables,
- + Les frais de transports,
- + Les frais de transit,
- + Les frais de réception,
- + Les frais d'assurance ...
- + Les charges d'installation qui sont nécessaires à la mise en état d'utilisation du bien en question.

Sont à exclure du coût d'acquisition :

- Les droits de mutation,
- Les honoraires et commissions,
- Les frais d'actes.

Évaluation postérieure :

Modèle du coût :

Après sa comptabilisation initiale, un actif corporel est comptabilisé à son coût (ou valeur initiale) après diminution du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur éventuelles.

Modèle de réévaluation :

Après sa comptabilisation initiale, un actif corporel doit être réévalué régulièrement à sa juste valeur diminuée du cumul des amortissements et pertes de valeur ultérieurs, à condition que sa juste valeur puisse être évaluée de façon fiable.

Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

Amortissement :

Approches par composants : chaque composant d'une immobilisation dont le coût est significatif par rapport au coût total de l'immobilisation doit être amorti séparément.

Base amortissable : coût d'un actif diminué de sa valeur résiduelle.

Valeur résiduelle : le montant estimé qu'une entité obtiendrait actuellement de la sortie de l'actif, après déduction des coûts estimés, si l'actif avait déjà l'âge et se trouvait déjà dans l'état prévu à la fin de sa durée d'utilité.

Durée d'amortissement (durée d'utilité) : c'est soit la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif, soit le nombre d'unités de production ou d'unités similaires que l'entité s'attend à obtenir de l'actif. Le mode d'amortissement utilisé par le groupe Société Générale Marocaine est le linéaire.

Options retenues :

Les options retenues portent principalement sur l'adoption de l'approche par composants, le changement au niveau de la durée d'amortissement, et l'adoption du coût amorti.

Modèle d'évaluation :

Le Groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas opté pour la réévaluation périodique de ses immeubles d'exploitations.

Valeur résiduelle :

Les normes préconisent la prise en compte d'une valeur résiduelle pour chaque immobilisation.

Le montant amortissable de l'actif est son coût diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle des différentes immobilisations est considérée comme nulle.

Frais d'acquisition :

Les frais d'acquisition des immobilisations comprennent exclusivement :

- les droits de mutation (droits d'enregistrement, de conservation foncière...),
- les honoraires ou commissions hors les honoraires d'architecte,
- les frais d'actes.

À l'exclusion des frais de transport, d'installation et de montage ainsi que les honoraires d'architecte qui sont compris dans la valeur d'entrée des immobilisations concernées.

Pour la période précédente à 2012, les frais d'acquisition sont forfaitairement inclus dans le coût des immobilisations corporelles concernées (Terrains et constructions) sur la base le cas échéant, d'une statistique. D'autres frais tels que les honoraires et les droits de mutation sont incorporés dans le coût des immobilisations.

À partir de 2012, les frais d'acquisition sont constatés au réel suite à l'inventaire physique des immobilisations SGMA, et intégrés à la valeur brute des immeubles et terrains, subissant ainsi l'amortissement du bien auquel ils sont rattachés.

Coût d'emprunt :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas opté pour la capitalisation des coûts d'emprunt étant donné qu'aucun emprunt n'est adossé à l'acquisition d'une immobilisation.

Approche par composants :

La méthode de reconstitution du coût historique, à partir des factures, a été adoptée pour l'application de l'approche par composants, d'où :

- affectation du coût historique par composant, s'il y a lieu.
- distinction entre part terrain et construction.
- calcul des amortissements en tenant compte des durées et taux d'amortissements retenus pour l'application des normes.
- retraitement par les capitaux propres du différentiel d'amortissements.

Compte tenu de la nature de l'activité du groupe Société Générale Marocaine de Banques, l'approche par composants s'applique essentiellement aux immeubles. Les principaux composants sont :

Principaux composants	Durée d'utilité (annuelle)	Durée sociale (annuelle)
Gros œuvre	50	25
Agencements	15	10
Ascenseurs	20	10
Façade	30	10
Installations techniques (climatisation)	12	10
Installations techniques (électricité)	25	10
Installations techniques (groupes électrogène)	30	10
Installations techniques (GTB)	15	10
Installations techniques (autres)	15	10

3. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Un bien immobilier détenu par le propriétaire (ou par le preneur dans le cadre d'un contrat de location-financement) pour en tirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux.

Options retenues :

Aucun actif ne satisfait aux conditions de classifications en immeuble de placement. Les immobilisations hors exploitations telles que : les centres de vacances et loisirs, les logements de fonction... font parties des immobilisations corporelles.

4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable et sans substance physique, détenu en vue de son utilisation pour la production de biens et services, pour une location à des tiers ou à des fins administratives.

Immobilisations incorporelles générées en interne :

Un goodwill généré en interne ne peut jamais être reconnu en tant qu'actif.

Le processus de production d'une immobilisation incorporelle comporte deux phases :

- **la recherche** : les dépenses sont passées en charge.
- **le développement** : les dépenses doivent être capitalisées lorsque certains critères sont réunis :
 - la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement
 - l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle en vue de son utilisation ou de sa vente
 - sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle
 - la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables (existence d'un marché ou l'utilité en interne)
 - la disponibilité des ressources nécessaires à l'achèvement
 - la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Si l'entité ne peut pas distinguer la phase de développement de la phase de recherche, tous les coûts passent en charges.

Évaluation postérieure :

Modèles d'évaluation :

À l'instar des immobilisations corporelles, deux modèles d'évaluation peuvent être appliqués :

Modèle du coût :

Comptabilisation au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Modèle de la réévaluation :

Comptabilisation pour le montant réévalué diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs ultérieurs. Ce modèle ne peut être retenu que si les conditions suivantes sont réunies :

- juste valeur déterminée par référence à un marché actif
- les réévaluations régulières
- tous les actifs d'une même catégorie doivent être réévalués sauf s'il n'existe pas de marché actif

Amortissement :

Mode d'amortissement :

Le mode d'amortissement doit traduire le rythme de consommation des avantages économiques de l'actif. Le mode linéaire doit être utilisé si un autre rythme ne peut être déterminé de façon fiable.

Une immobilisation à durée d'utilité indéterminée n'est pas amortie.

Une immobilisation à durée d'utilité finie doit être amortie sur cette dernière.

La durée et le mode d'amortissement doivent être réexaminés au minimum à la clôture de chaque exercice.

Pertes de valeur :

Un test de dépréciation doit être pratiqué à chaque fois qu'un indicateur de perte de valeur est identifié et à chaque clôture d'exercice pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée.

Options retenues :

Les immobilisations incorporelles du groupe Société Générale Marocaine de Banques sont évaluées à leur coût amorti.

Le taux d'amortissement retenu est celui appliqué en social.

La valeur résiduelle est estimée comme nulle.

Les charges à répartir sont retraitées en contrepartie des capitaux propres.

Les dépenses engagées dans le cadre des projets informatiques sont traitées dans les comptes sociaux selon deux :

- Phase de recherche : les dépenses sont considérées comme charges
- Phase de développement : les dépenses sont immobilisées.

5. CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 « contrats de location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1^{er} Janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location, plus particulièrement dans les états financiers du preneur, avec des incidences très limitées pour les bailleurs.

PRINCIPES COMPTABLES DE LA NORME IFRS 16

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Options retenues

MODALITÉS DE TRANSITION

Pour la première application de la norme IFRS16, le Groupe Société Générale Maroc a choisi de mettre en œuvre l'approche rétrospective modifiée par la norme.

Au 1^{er} janvier 2019, le montant de la dette locative sur les contrats en cours est calculé en actualisant les loyers résiduels avec les taux en vigueur à cette date en tenant compte de la durée résiduelle estimées des contrats. Les droits d'utilisation correspondants sont constatés au bilan pour un montant égal à celui de la dette locative. La première application de la norme IFRS 16 est donc sans incidence sur le montant des capitaux propres au 1^{er} Janvier 2019.

EXEMPTIONS

- Contrats de location à courte durée (inférieurs à 1 an),
- Contrats de location des biens de faible valeur

DURÉE

- La durée retenue généralement pour les baux commerciaux est de 9 ans ;
- La durée retenue pour les contrats LLD est la durée contractuelle.

TAUX D'ACTUALISATION

Le taux d'actualisation appliqué pour l'évaluation de la dette locative pour les contrats de location est le taux de refinancement sur le marché financier.

Comptabilisation chez le preneur :

Pour tout contrat de location, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif sera présentée séparément de la charge d'intérêt de la dette.

Comptabilisation chez le bailleur :

Le bailleur doit comptabiliser dans son bilan les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement et les présenter comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

Les paiements reçus doivent être répartis entre la partie en capital considérée comme un amortissement de la créance et la partie en intérêt représentant le paiement d'un taux effectif acquis ou à recevoir.

La comptabilisation des revenus financiers doit s'effectuer sur la base d'une formule traduisant un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net restant du bailleur tel que défini dans le contrat de location.

Les entités exerçant l'activité du crédit-bail au niveau du Groupe sont Sogelease et Eqdom.

Le traitement comptable appliqué par le groupe Société Générale Marocaine de Banques dans le cadre de la consolidation est conforme aux IFRS.

6. CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS SOUS IFRS9

À compter du 1^{er} janvier 2018, le groupe Société Générale Marocaine des banques applique la norme IFRS 9 qui définit, en remplacement de la norme IAS 39, de nouvelles règles de classement, d'évaluation des actifs et passifs financiers et une nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers et de provisionnement des engagements de financement et de garantie.

Les différences d'évaluation des actifs et passifs financiers résultant de la première application de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 sont comptabilisées directement dans les capitaux propres à cette date.

6.1 CLASSEMENT DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS SOUS IFRS 9

La norme IFRS 9 prévoit 3 catégories d'actifs :

- **Coût amorti** : Le coût amorti par définition ne peut s'appliquer qu'aux instruments de dettes (prêts, créances et titres de dettes) que l'entreprise a l'intention de conserver jusqu'à son échéance permettant une stabilité du résultat.
- **Juste valeur par résultat**
- **Juste valeur par capitaux propres OCI**
 - Instruments dettes en juste valeur par capitaux propres OCI recyclables
 - Instruments de capitaux propres en juste valeur par capitaux propres OCI non recyclables sur option irrévocable.

6.1.1 Critères de classement sous IFRS9

La classification IFRS 9 dépend de 2 critères cumulatifs :

■ Caractéristiques du produit (SPPI ou non SPPI) :

La norme IFRS 9 prévoit un test des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des instruments de dettes appelé « Test SPPI » afin de s'assurer que les flux de trésorerie du contrat correspondent uniquement à des remboursements du principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Dans le cas contraire, ces actifs devraient être classés en JV Résultat.

■ Le modèle de gestion suivi par l'entité pour la gestion des actifs financiers :

La norme IFRS 9 distingue trois modèles de gestion :

- Held To Collect contractual cash-flows (HTC) : la collecte des flux de Trésorerie contractuels
- Held To Collect and Sale (HTC&S) : la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs
- Autre / vente (Held For Sale - HFS) : les autres intentions de gestion.

6.1.2 Instruments de capitaux propres

La norme IFRS 9 prévoit deux classements pour les instruments de capitaux propres :

- Juste valeur par résultat
- Juste valeur par OCI non recyclables sur option irrévocable

Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transactions sont affectés par défaut dans la juste valeur par résultats.

L'option de la JV par OCI peut être appliquée « ligne à ligne » sur les instruments de capitaux propres détenus pour des fins autres que transactions.

6.1.3 Dérivés (hors couverture)

Aucun changement induit par la norme IFRS 9.

6.1.4 Passifs financiers sous IFRS 9

La norme IFRS 9 ne prévoit pas de changement de classement des passifs financiers par rapport à IAS39.

Les catégories comptables disponibles :

- Passif financier au coût amorti : Il s'agit du classement par défaut ;
- Passif financier à la juste valeur par résultat : instruments émis avec intention de « trading » ou instruments non basiques en option irrévocable.

6.2 DÉPRÉCIATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS SOUS IFRS 9

IFRS 9 propose un nouveau modèle de dépréciation basé sur l'estimation des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL) et exige notamment que les entités comptabilisent une dépréciation des actifs financiers dès la date de comptabilisation initiale.

6.2.1 Principaux changements

Les principaux changements du passage des règles de dépréciation IAS39 à IFRS 9 sont :

- Le calcul des provisions sur les encours sains non sensibles ;
- Le « Forward looking » : il s'agit d'intégrer des données prospectives pour apprécier les paramètres de défaut ;
- La nécessité de suivre la dégradation du risque de crédit au cours de sa vie depuis l'origine au niveau contrat ;
- Un périmètre élargi des actifs financiers entrant dans le champ du calcul de la dépréciation.
- À chaque date de clôture, l'entité doit déterminer si le risque de crédit lié à un instrument financier a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale.

6.2.2 Modèle de dépréciation

Selon ce nouveau modèle de dépréciation, les actifs financiers (y compris les titres de dettes) sont classés en 3 catégories :

- Bucket 1 : Créances saines dont le risque de crédit est faible sans dégradation depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation est évaluée au montant des pertes attendues dans les 12 mois.
- Bucket 2 : Créances dont le risque de crédit s'est détérioré de manière significative depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation est évaluée au montant des pertes attendues sur toute la durée de vie des créances.
- Bucket 3 : l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39.

Les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur à la date de clôture par résultat ou par OCI sur option irrévocable ligne à ligne.

6.2.3 Méthodologie de classification sur les périmètres Retail

La méthodologie de classification sur le périmètre Retail est réalisée à la « maille contrat » et se déroule en fonction des critères suivants :

- Pour les impayés de crédits amortissables :
 - Entre 31 et 89 jours de retard de paiement, l'engagement est classé en Bucket 2.
 - Au-delà de 90 jours retard de paiement, l'engagement est classé en Bucket 3.

- Pour les dépassements d'autorisations de découvert :

- Entre 31 et 89 jours consécutifs de dépassement d'autorisation ou de débit non autorisé, l'engagement est classé en Bucket 2.
- Au-delà de 90 jours consécutifs de dépassement d'autorisation ou de débit non autorisé, l'engagement est classé en Bucket 3.

- Pour les restructurés sortis du défaut, l'engagement est classé en Bucket 2 pendant 2 ans.

6.2.4 Méthodologie de classification sur les périmètres Non retail

Tout comme le Retail, la norme IFRS 9.2 introduit la classe « Sensible » (S2) pour les contreparties Non Retail dès lors qu'elles nécessitent une surveillance spécifique au vu de certains facteurs traduisant la détérioration de leur qualité de crédit.

L'évaluation de ce risque de crédit pour les contreparties Non Retail est réalisée à la « maille client » et se base sur plusieurs types de critères permettant de déterminer la Watchlist, base des contreparties sensibles Non Retail.

L'enjeu étant d'identifier rapidement les contreparties Non Retail en situation sensible avant qu'elles ne basculent en défaut et ainsi améliorer le taux de prédictivité du passage en défaut.

Société Générale Maroc se base sur plusieurs critères pour décider du caractère sensible de la contrepartie :

- **Un critère qualitatif** : qui résulte de la relation commerciale directe avec le client (exemple : baisse significative des revenus, forte dépréciation de la valeur des actifs, dépassements répétés d'une autorisation de crédit, changement significatif de l'actionnariat ou de la direction de l'entreprise).
- **Des critères quantitatifs** discutés lors de comités des sensibles dont le but est de décider l'entrée/sortie en sensible des contreparties Non Retail.

Application au 1^{er} janvier 2018

Les nouvelles dispositions relatives aux dépréciations sont appliquées de manière rétrospective. Les impacts de l'application de la norme IFRS 9 chez le groupe Société Générale Marocaine de Banques au 01/01/2018 ont été comptabilisés en contrepartie réserves.

7. PROVISIONS

7.1 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'évènements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Évaluation :

La norme IAS 37 retient la même méthode d'évaluation des provisions pour risques et charges que le référentiel comptable marocain. Ainsi le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Critères de constitution d'une PRC :

- L'obligation actuelle envers un tiers.
- La forte probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- La fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

Options retenues :

Un seuil de 1 MMAD est retenu pour l'analyse des provisions pour risques et charges, l'actualisation est à effectuer si le montant est significatif.

Les provisions à caractères généraux et les provisions réglementées sont annulées.

7.2 IFRIC 21 « TAXES »

Cette interprétation de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » précise les conditions de comptabilisation d'une dette relative à des taxes prélevées par une autorité publique. Une entité doit comptabiliser cette dette uniquement lorsque le fait générateur tel que prévu par la législation se produit. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive de l'activité, celle-ci doit être comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Enfin, si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un certain seuil, le passif lié à cette taxe ne sera enregistré que lorsque le seuil sera atteint.

Les principales taxes qui ont donné lieu à un retraitement des états financiers pour la première application de cette interprétation ont été comptabilisées intégralement en résultat au 1^{er} janvier 2016.

7.3 IFRIC 23 « INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

Cette incertitude doit être reflétée dans les comptes consolidés.

Méthode de transition :

Le groupe Société Générale Maroc a opté pour l'approche partiellement rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres au bilan d'ouverture sur l'exercice 2019.

8. GOODWILL

Le Goodwill est constitué par l'ensemble des avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être individuellement identifiés et comptabilisés séparément.

Il correspond donc à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs et passifs éventuels identifiables.

Après être évalué, il doit être comptabilisé à la date d'acquisition en tant qu'actif.

Lorsque l'acquisition est réalisée par étape, le goodwill doit être calculé à chaque étape, sur la base de la juste valeur de l'actif net identifiable de l'entreprise à cette date.

L'amortissement du goodwill laisse la place en IFRS à un test de dépréciation, au minimum annuel.

Options retenues :

L'amortissement du goodwill est abandonné et des tests de dépréciation réguliers sont effectués.

Pour le traitement du Goodwill, la valeur nette comptable retenue est celle arrêtée au 31/12/2021.

9. AVANTAGES AU PERSONNEL

La norme IAS 19 identifie 4 catégories d'avantage du personnel :

- avantages à court terme, tels que les salaires, les rémunérations, les cotisations de sécurité sociale, les congés payés, les congés maladie, l'intéressement et les primes (s'ils sont payables dans les 12 mois suivants la fin de l'exercice) et les avantages non monétaires (tel que l'assistance médicale, le logement, les voitures et les biens ou services gratuits ou subventionnés) accordés au personnel en activité ;
- avantages postérieurs à l'emploi tels que les pensions de retraite et autres prestations postérieures à l'emploi, l'assurance-vie postérieure à l'emploi et l'assistance médicale postérieure à l'emploi ;
- avantages à long terme comprenant les congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, jubilés ou autres avantages liés à l'ancienneté, indemnité d'incapacité de longue durée et, s'ils sont payables 12 mois ou plus après la fin de l'exercice, l'intéressement, les primes et rémunérations différées.
- indemnités de fin de contrat de travail.

Régimes à cotisations définies :

Dans les régimes à cotisations définies, l'employeur paye des cotisations fixes à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pour l'exercice et les exercices antérieurs.

La norme impose à l'entité de comptabiliser les cotisations versées au régime à contributions définies lorsque le membre du personnel a rendu des services en échange de ces cotisations.

Régimes à prestations définies :

Les régimes à prestations définies peuvent être non financés, ou partiellement ou intégralement financés. La norme impose à l'entité :

- De comptabiliser non seulement son obligation juridique mais aussi toute obligation implicite générée par les pratiques passées de l'entité.
- De déterminer la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes avec une régularité suffisante pour que les montants comptabilisés dans les états financiers ne diffèrent pas de façon significative des montants qui auraient été déterminés à la date de clôture.
- D'utiliser la méthode des unités de crédit projetées pour évaluer ses obligations et ses coûts.
- D'affecter les droits à prestations aux périodes de services en vertu de la formule de calcul des prestations du régime.
- D'utiliser des hypothèses actuarielles objectives et mutuellement compatibles concernant les variables démographiques et financières.

- De déterminer le taux d'actualisation par référence à un taux du marché à la date de clôture basé sur les obligations d'entreprises de première catégorie.
- De déduire la juste valeur des éventuels actifs du régime montant comptable de l'obligation.

Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » :

Les amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » rendent obligatoire l'enregistrement en Gains et Pertes comptabilisés directement en capitaux propres des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies, sans qu'ils puissent être reclassés ultérieurement en résultat. Par ailleurs, en cas de modification de plan, ces amendements entraînent la comptabilisation immédiate en résultat du coût des services passés, que les droits soient acquis ou non. L'application de ces amendements est rétrospective et leur incidence sur les exercices précédents a été enregistrée dans les capitaux propres.

Options retenues :

Conformément à la norme IAS 19 Révisée, le groupe n'applique plus la méthode du corridor pour comptabiliser les écarts actuariels sur ces engagements et reconnaît au bilan l'intégralité des réévaluations des régimes post emploi à prestations définies.

Par ailleurs, et conformément à l'option prévue dans IFRS 1, les réestimations des écarts actuariels à la date de transition ont été comptabilisées directement en capitaux propres, sans possibilité de recyclage en résultat.

AVANTAGES AU PERSONNEL	30/06/2022	31/12/2021
Indemnités Fin de Carrière	264 579	258 091
Avantages Post Emploi	29 939	29 066
Prime de fidélisation	228 527	221 589
Total	523 046	508 746

Le taux d'actualisation appliquée est de 3,08%.

10. DÉRIVÉS

Change à terme

Les opérations de change sont enregistrées dans le bilan à la date de l'engagement et non plus dans le hors bilan, même si la juste valeur à l'initiation est nulle pour la quasi-totalité des contrats (juste valeur nulle pour des contrats fermes initiés à des conditions de marché).

Les opérations de change spot donnent lieu à comptabilisation directement au bilan avec réévaluation comme pour le cas des normes marocaines.

Options retenues :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'effectue pas d'opérations de couverture.

L'ensemble des opérations de change réalisées est classé en instruments en juste valeur par résultat.

11. IMPÔTS DIFFÉRÉS

L'impôt différé gomme les distorsions pouvant exister entre :

- les valeurs bilantielles comptables et les valeurs bilantielles fiscales ;
- le résultat social et le résultat fiscal ;
- le résultat social et le résultat IAS.

L'impôt recalculé représente finalement le résultat courant et le résultat différé.

Un impôt différé passif doit être pris en compte pour toutes les différences temporelles imposables puisqu'il s'agit d'une dette future d'impôt.

Les impôts différés actifs, qu'ils soient liés à des différences temporaires déductibles ou à des pertes fiscales reportables, ne sont pris en compte que si leur récupération est probable.

L'actualisation est interdite

Les actifs et les passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasiment adoptés à la clôture.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 30/06/2022

BILAN CONSOLIDÉ AU 30/06/2022

ACTIF	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
Caisse et banques centrales	3278494	3019748
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3014163	2641495
- Actifs financiers détenus à des fins de transactions	2517585	2146229
- Autres Actifs financiers à la juste valeur par résultat	496578	495266
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-
Prêts et créances sur les ec et assimilés au coût amorti	2701163	2613570
Prêts et créances sur la clientèle et assimilés au coût amorti	90749343	87932953
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Titres au coût amorti	8507517	7721749
Actifs d'impôts courants	576594	793377
Actifs d'impôts différés	1814266	1789385
Comptes de régularisation et actifs divers	1104139	664629
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	446130	445629
Immeubles de placement	-	-
Immobilisations corporelles	2085929	2088786
Immobilisations incorporelles	978706	881991
Écarts d'acquisition	291692	291692
TOTAL ACTIF	115 548 135	110 885 004

Un contrôle fiscal est en cours chez Sogelease

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	30/06/2021
Intérêts et produits assimilés	2243065	2377140
Intérêts et charges assimilés	-465359	-539546
MARGE D'INTÉRÊT	1777705	1837594
+ Commissions (produits)	841975	769280
+ Commissions (charges)	-155570	-142604
MARGE SUR COMMISSIONS	686404	626676
+/- Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette	-	-
+/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponible à la vente	-	-
+/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	60074	34252
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	25068	27732
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	35006	6520
+/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	309	156
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste va	-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs	-	-
+/- Produits nets des activités d'assurance	-	-
+Produits des autres activités	81762	128578
- Charges des autres activités	-31989	-94686
Produit net bancaire	2574266	2532570
- Charges générales d'exploitation	-1132095	-1131537
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-171766	-156325
Resultat brut d'exploitation	1270405	1244708
- Coût du risque de crédit	-295342	-527568
Resultat d'exploitation	975063	717139
+/- Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	23672	28706
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	213	26634
+/- Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-
Resultat avant impôts	998948	772480
- Impôts sur les résultats	-357496	-289588
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RÉSULTAT NET	641451	482892
Intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	-35315	-12145
RESULTAT NET PART DU GROUPE	606137	470747

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET DES RÉSULTATS PAR ACTION AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams		
	30/06/2022	31/12/2021	31/12/2020
Capital appelé	2152500	2152500	2050000
Nombres d'actions	20500	20500	20500
Résultat part du groupe	606137	470747	768754
Résultat par action (KMAD)	30	23	38

COMMISSIONS NETTES AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams		
	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	713760	-155570	558190
avec les établissements de crédit	-	-	-
avec la clientèle	311869	-29553	282316
Sur titres	13283	-2233	11050
De change	388608	-123784	264823
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	-	-	-
Prestation de services bancaires et financiers	128215	-	128215
produits nets de gestion d'OPCVM	7118	-	7118
produits nets sur moyen de paiement assurance	94449	-	94449
autres	1393	-	1393
autres	25255	-	25255
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	841975	-155570	686404

PASSIF	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	33679	41789
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	33679	41789
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	8567513	2309756
Dettes envers la clientèle	68350708	69467614
Titres de créance émis	14128902	15057046
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	999231	1165883
Passifs d'impôt différé	782796	735699
Comptes de régularisation et autres passifs	4705364	4512050
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	-	-
Provisions	1306440	1284327
Subventions et fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	2866233	2881749
Capitaux propres	13807270	13429091
Capital et réserves liées	11442716	10934113
Réserves consolidées	1723102	1661176
- Part du groupe	1055548	983335
- Part des minoritaires	667554	677841
Gains ou pertes latents ou différés	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-
- Part du groupe	-	-
- Part des minoritaires	-	-
Résultat de l'exercice	641451	833792
- Part du groupe	606137	814533
- Part des minoritaires	35315	19259
TOTAL PASSIF	115 548 135	110 885 004

MARGE D'INTÉRÊTS AU 30/06/2022

	30/06/2022			30/06/2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	2129584	194428	1935155	2278023	207650	2070373
Comptes et prêts/emprunts	1875556	163986	1711569	2018868	200382	1818486
Opérations de pensions	-	49	-49	-	98	-98
Opérations de location-financement	254028	30393	223635	259155	7170	251985
Opérations interbancaires	113481	270931	-157450	99117	331896	-232779
Comptes et prêts/emprunts	17066	269168	-252102	11706	319826	-308120
Opérations de pensions	96415	1763	94652	87411	12070	75341
Emprunts émis par le groupe	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture de résultats futurs	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Portefeuille de transactions	-	-	-	-	-	-
Titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
Opérations de pensions	-	-	-	-	-	-
Prêts/emprunts	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Actifs disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Actifs détenus jusqu'à échéance	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	2243065	465359	1777705	2377140	539546	1837594

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
Comptes à vue	569016	526879
Emprunts	6283093	1782877
Opérations de pension	1715404	-
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	8567513	2309756

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
Comptes ordinaires créditeurs	52359770	53226201
Comptes à terme	5157389	5304134
Comptes d'épargne à taux administré	10125525	10128514
Bons de caisse	708024	808765
Opérations de pension	-	-
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	68350708	69467614

IMMOBILISATIONS AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams					
	30/06/2022	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable	31/12/2021	Cumul des amortissements et pertes de valeur
Terrains et constructions	2212715	-964454	1248261	2197972	-897736	1300236
Equip. mobilier, installation	1995627	-1482316	513311	2059914	-1615374	444540
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	332825	-8468	324357	348005	-3995	344010
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4541167	-2455238	2085929	4605891	-2517105	2088786
Logiciels informatiques acquis	1900828	-1221235	679593	1897152	-1114829	782323
Logiciels informatiques produits par l'entreprise	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisation incorporelles	299113	-	299113	99668	-	99668
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2199941	-1221235	978706	1996820	-1114829	881991
TOTAL IMMOBILISATIONS	6741108	-3676473	3064635	6602711	-3631934	2970777

INFORMATION SECTORIELLE AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams		
	Banque de détail et de financement	Leasing	Total
Marge d'intérêt	1 636 714	140 991	1 777 705
Marge sur commissions	686 140	264	686 404
Produit net bancaire	2 433 011	141 255	2 574 266
Résultat brut d'exploitation	1 155 564	114 841	1 270 405
Résultat d'exploitation	891 088	83 975	975 063
Résultat net	571 239	70 213	641 451
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	535 924	70 213	606 137

IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
Actifs d'impôts courants	576 594	793 377
Actifs d'impôts différés	1 814 266	1 789 385
Actifs d'impôts courants et différés	2 390 859	2 582 761
Passifs d'impôt exigible	999 231	1 165 883
Passifs d'impôt différé	782 796	735 699
Passifs d'impôts courants et différés	1 782 027	1 901 582

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ASSIMILÉS IFRS 9 AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
Comptes à vue	826 991	876 701
Prêts	1 879 011	1 739 505
Opérations de pension	-	-
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS AVANT DÉPRÉCIATION	2 706 002	2 616 206
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-4 839	-2 636
Bucket 1	-4 839	-2 636
Bucket 2	-	-
Bucket 3	-	-
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS NETS DE DÉPRÉCIATION	2 701 163	2 613 570

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
Comptes ordinaires	6 548 790	7 048 836
Prêts consentis à la clientèle	85 507 139	81 607 724
Opérations de pension	-	-
Opérations de location-financement	10 652 761	10 958 117
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AVANT DÉPRÉCIATION	102 708 690	99 614 677
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-11 959 347	-11 681 724
Bucket -1-	-547 371	-587 810
Bucket -2-	-394 693	-328 769
Bucket -3-	-11 017 283	-10 765 146
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE NETS DE DÉPRÉCIATION	90 749 343	87 932 953

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30/06/2022

Société	Activité	% Contrôle	% Intérêts	Méthode de consolidation
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	Bancaire	100,00%	100,00%	IG
INVESTIMA	Société de Participation	48,04%	48,04%	IG
SOGECAPITAL BOURSE	Intermédiation en Bourse	100,00%	100,00%	IG
SOGECAPITAL GESTION	Gestion d'Actifs	99,94%	99,94%	IG
SOGECAPITAL PLACEMENT	Gestion d'Actifs	99,96%	99,96%	IG
SOGELEASE	Leasing	100,00%	100,00%	IG
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE OFFSHORE	Bancaire	99,92%	99,92%	IG
SOGEFINANCEMENT	Crédit à la Consommation	100,00%	100,00%	IG
ATHENA COURTAGE	Courtage d'Assurance	96,93%	96,93%	IG
FONCIMMO	Activité Immobilière	100,00%	100,00%	IG
SOGECONTACT	Centre d'Appel	99,83%	99,83%	IG
CRÉDIT EQDOM	Crédit à la Consommation	56,82%	55,21%	IG
LA MAROCAINE VIE	Assurances	49,01%	49,01%	MEE
ALD AUTOMOTIVE	Location Longue Durée	15,00%	15,00%	MEE
NEMA CAPITAL	Gestion d'Actifs	50,00%	50,00%	IG
SOGEFONCIÈRE	Activité Immobilière	100,00%	100,00%	IG

AUTRES ACTIFS FINANCIERS À LA JV PAR RÉSULTAT AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
Actions et autres titres à revenu variable	192 831	175 827
Titres de participation non consolidés	303 747	319 439
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	496 578	495 266

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams					
	31/12/2021	Dotations	Reprise disponible	Reprise utilisée	Autres variations	30/06/2022
Provisions pour engagement par signature	421 398	34 028	-51 519	-	81	403 987
Bucket 1	51 955	28	-18 301	-	64	33 746
Bucket 2	29 598	2	-316	-	16	29 300
Bucket 3	339 845	33 998	-32 902	-	-	340 941
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	547 012	22 960	-8 660	-	-1 303	560 009
Autres provisions pour risques et charges	315 917	7 728	-11 337	-1 881	32 016	342 443
Provisions pour risques et charges	1 284 327	64 716	-71 516	-1 881	30 794	1 306 440

Le niveau de provisions intègre des dotations sur les encours sains anticipant des difficultés à venir sur les secteurs les plus impactés par la crise Covid et l'inflation. Le calibrage prend aussi en compte des détériorations à venir compte tenu de la mise en place d'une norme défaut plus stricte. Le défaut est notamment basé sur le nombre de jours d'irrégularité, et non plus sur le nombre de jours de l'impayé le plus ancien.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
Résultat avant impôt	999 068	1 415 500
+/- dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	181 766	330 398
+/- dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	242	3 470
+/- dotations nettes aux provisions	210 870	781 537
+/- quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-23 672	-49 197
+/- perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-9 455	1 538
+/- autres mouvements	-21 098	-81 455
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	338 653	986 292
+/- flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	6 076 352	-1 613 785
+/- flux liés aux opérations avec la clientèle	-4 316 044	2 714 032
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-2 057 474	-2 958 635
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-220 346	151 977
- Impôts versés	-334 944	-572 567
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-852 456	-2 278 977
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	485 265	122 814
+/- flux liés aux actifs financiers et aux participations	44 997	-224 792
+/- flux liés aux immeubles de placement	-	-
+/- flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-250 531	-508 726
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-205 534	-733 518
+/- flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-88 879	-268 880
+/- autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-15 516	-376 227
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-104 395	-645 107
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-8 411	6 541
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	166 924	-1 249 270
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3 369 595	4 618 865
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	3 019 748	3 303 755
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	349 847	1 315 109
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3 536 519	3 369 595
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	3 278 494	3 019 748
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	258 025	349 847
Variation de la trésorerie nette	166 924	-1 249 270

COÛT NET DU RISQUE AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	30/06/2021
Dotations aux provisions	-677 676	-1 102 433
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-627 227	-981 245
bucket 1	-14 195	-24 514
bucket 2	-65 830	-805
bucket 3	-547 202	-955 926
Provisions engagements par signature	-34 028	-68 869
bucket 1	-28	-145
bucket 2	-2	-10 790
bucket 3	-33 998	-57 934
Autres provisions pour risques et charges	-16 421	-52 319
Reprises de provisions	419 510	714 625
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	349 512	606 257
bucket 1	53 654	74 629
bucket 2	-	39 192
bucket 3	295 858	492 436
Reprises de provisions engagements par signature	51 519	46 630
bucket 1	18 301	6 906
bucket 2	316	-
bucket 3	32 902	39 724
Reprise des autres provisions pour risques et charges	18 479	61 738
Variation des provisions	-37 176	-139 760
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-21 273	-32 727
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-23 011	-107 613
Récupérations sur prêts et créances amorties	8 988	12 256
Autres pertes	-1 880	-11 676
COÛT DU RISQUE	-295 342	-527 568

TITRES AU COÛT AMORTI AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	31/12/2021
Effets publics et valeurs assimilées	8 504 388	7 714 827
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 359	7 948
Titres subordonnés	-	-
TOTAL TITRES AU COÛT AMORTI AVANT DEPRECIATION	8 508 747	7 722 775
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-1 230	-1 026
bucket -1-	-1 230	-1 026
bucket -2-	-	-
bucket -3-	-	-
TOTAL TITRES AU COÛT AMORTI NET DES DEPRECIATIONS	8 507 517	7 721 749

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams								
Tableau de variation des capitaux propres	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Gains ou pertes latentes ou différés	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres clôture : 31/12/2020	2 050 000	8 483 284	-	1 714 434	0	12 247 718	746 121	12 993 839
Opération sur capital	102 500	298 329	-	-200 829	-	200 000	-	200 000
Dividendes	-	-	-	-406 925	-	-406 925	-68 327	-475 252
Résultat de l'exercice	-	-	-	814 533	-	814 533	19 259	833 792
Divers opérations sur capitaux propres	-	-	-	-123 318	-	-123 318	49	-123 269
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture : 31/12/2021	2 152 500	8 781 613	-	1 797 895	0	12 732 008	697 102	13 429 110
Opération sur capital	-	508 603	-	-508 603	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-348 500	-	-348 500	-	-348 500
Résultat de l'exercice	-	-	-	606 137	-	606 137	35 315	641 451
Divers opérations sur capitaux propres	-	-	-	114 755	-	114 755	-29 546	85 209
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture : 30/06/2022	2 152 500	9 290 216	-	1 661 683	0	13 104 399	702 871	13 807 270

CONTRATS DE LOCATION AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams			
ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION	30/06/2022	31/12/2021	
Immobilisations corporelles	2 085 929	2 088 786	
Dont : droits d'utilisation des contrats de location	358 556	364 093	
PASSIFS AU TITRE DE DETTES LOCATIVES	30/06/2022	31/12/2021	
Comptes de régularisation et autres passifs	4 705 364	4 512 050	
Dont : dettes locatives	224 235	229 539	
DÉTAIL DES CHARGES DE CONTRATS DE LOCATION	30/06/2022	30/06/2021	
Intérêts et charges assimilées	-465 359	-539 546	
dont : Charges d'intérêts sur dettes locatives	-4 504	-5 499	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-171 766	-156 325	
dont : dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-25 298	-25 883	

CONTRATS DE LOCATION - ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION : VARIATION (PRENEUR)	31/12/2021	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	30/06/2022
Valeur brute	467 322	16 289	-4998	482 065
Amortissements et dépréciations	-121 145	-20 146	2135	-139 656
TOTAL IMMOBILIER	346 177	-3 857	-2 863	342 409
Valeur brute	38 877	1 609	-97	41 581
Amortissements et dépréciations	-20961	-3 823	97	-25 434
TOTAL MOBILIER	17 916	-2 214	-	16 147
TOTAL DROITS D'UTILISATION	364 093	-6 071	-2 863	358 556

GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JV AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams			
	30/06/2022	30/06/2021	
GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JV	60 074	34 252	
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	60 074	34 252	
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	25 068	27 732	
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	35 006	6 520	
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-	

ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNÉS ET REÇUS AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	30/06/2022	31/12/2021	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS	-	-	
Aux établissements de crédit	-	-	
À la clientèle	6 881 136	6 457 220	
Ouverture de crédit	-	-	
Autres engagements en faveur de la clientèle	-	-	
Total des engagements de financement donnés	6 881 136	6 457 220	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS REÇUS	-	-	
des établissements de crédit	2 655 618	2 655 618	
de la clientèle	-	-	
Total des engagements de financement reçus	2 655 618	2 655 618	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	En milliers de Dirhams		
	30/06/2022	31/12/2021	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	-	-	
D'ordre des établissements de crédit	3 494 667	3 415 907	
D'ordre de la clientèle	10 392 053	10 521 152	
Cautions administratives et fiscales et autres cautions	-	-	
Autres garanties d'ordre à la clientèle	-	-	
Total des engagements de garantie donnés	13 886 720	13 937 059	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	-	-	
des établissements de crédit	2 225 386	2 197 702	
de l'état et d'autres organismes de garantie	8 443 741	4 447 750	
Total des engagements de garantie reçus	10 669 127	6 645 452	

RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET SOUS IFRS 9 AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams						
	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	2 706 002	-	-	-4 839	-	-
Prêts et créances sur la clientèle et assimilés au coût amorti	82 512 250	2 676 468	17 519 972	-547 371	-394 693	-11 017 283
Titres de dettes au coût amorti	8 508 747	-	-	-1 230	-	-
Engagements Hors Bilan	19 423 231	579 815	764 810	-33 746	-29 300	-340 941

COMPTES DE RÉGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams			
	30/06/2022	31/12/2021	
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	-	-	
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	-	-	
Comptes d'encaissement	-	-	
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-	
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	659 152	154 716	
Autres débiteurs et actifs divers	444 986	509 913	
Total des comptes de régularisation et actifs divers	1 104 139	664 629	
Dépôts de garantie reçus	-	-	
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	2 706	177	
Comptes d'encaissement	-	-	
charges à payer et produits constatés d'avance	1 636 098	1 688 157	
Dettes locatives	224 235	229 539	
Autres créditeurs et passifs divers	2 842 324	2 594 189	
Total des comptes de régularisation et passifs divers	4 705 364	4 512 062	

ÉCARTS D'ACQUISITION AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams			
	30/06/2022	31/12/2021	
Valeur brute comptable en début de période	439 887	439 887	
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période	-148 195	-148 195	
Valeur nette comptable en début de période	291 692	291 692	
Acquisitions	-	-	
Cessions	-	-	
Dépréciations comptabilisées pendant la période	-	-	
Écarts de conversion	-	-	
Filiales précédemment mises en équivalence	-	-	
Autres mouvements	-	-	
Valeur brute comptable en fin de période	439 887	439 887	
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période	-148 195	-148 195	
Valeur nette comptable en fin de période	291 692	291 692	

PARTIES LIÉES AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams		
Entreprises consolidées par intégration globale		
Actif		
prêts, avances et titres	-	-3 439 921
Comptes ordinaires	-	-738 678
Prêts	-	-2 654 532
Titres	-	-46 711
Opérations de location financement	-	-
actifs divers	-	-53 703
Total	-	-3 493 624
Passif		
dépôts	-	-3 975 486
Comptes ordinaires	-	-940 590
Autres emprunts	-	-3 034 896
dettes représentées par un titre	-	-
passif divers	-	100 681
Total	-	-3 874 805
Engagements de financement et de garantie	-	-
Engagements donnés	-	-
Engagements reçus	-	-
Intérêts et produits assimilés	-	-52 251
Intérêts et charges assimilées	-	52 651
Commissions (produits)	-	-10 338
Commissions (charges)	-	170
Prestations de services données	-	-13 725
Prestations de services reçues	-	-
Loyers reçus	-	-2 028
Autres	-	25 519

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES AU 30/06/2022

En milliers de Dirhams			
	31/12/2021	31/12/2021	
Autres dettes représentées par un titre	14 128 902	15 057 046	
titres de créances négociables	13 902 942	14 812 628	
emprunts obligataires	225 960	244 418	
Dettes subordonnées	2 866 233	2 881 749	
emprunt subordonné	-	-	
à durée déterminée	-	-	
à durée indéterminée	-	-	
titres subordonnés	-	-	
à durée déterminée	2 866 233	2 881 749	
à durée indéterminée	-	-	
Total	16 995 135	17 938 795	

PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS AU 30/06/2022

	30/06/2022			30/06/2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets de l'assurance	-	-	-	-	-	-
Produits nets des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-
Produits nets des immobilisations en location simple	-3 069	-	-3 069	-1 871	-	-1 871
Produits nets de l'activité de promotion immobilière	-	-	-	-	-	-
Autres produits	84 831	-31 989	52 842	130 449	-94 686	35 763
Total	81 762	-31 989	49 773	128 578	-94 686	33 892

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	30/06/2021
Charges de personnel	-634 331	-615 855
Impôts et taxes	-44 882	-51 851
Charges externes	-473 301	-484 352
Autres charges générales d'exploitation	20 419	20 521
Dotation aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-171 766	-156 325
Charges générales d'exploitation	-1 303 861	-1 287 863

CHARGE NETTE DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES AU 30/06/2022

	En milliers de Dirhams	
	30/06/2022	30/06/2021
Charges d'impôts courant	-334 824	-260 344
Charge nette d'impôt différé de l'exercice	-22 672	-29 244
Charge nette d'impôt sur les bénéfices	-357 496	-289 588

ETATS CONSOLIDÉS NEANT AU 30/06/2022

Etat de résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en KP
Immeubles de placement

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

La démarche de la Société Générale Marocaine de Banques en matière de gestion des risques s'inscrit dans le cadre réglementaire en vigueur, et en ligne avec les meilleures pratiques définies au niveau international, dictés par des procédures et un dispositif de Contrôle Interne rigoureux.

Dispositif de contrôle interne :

Le dispositif de contrôle interne de la Société Générale Marocaine de Banques repose sur 3 lignes de défense, agissant de façon complémentaire et coordonnée dans le cadre d'une organisation assurant l'étanchéité des différents niveaux.

Ce dispositif inclut aussi bien la banque que ses filiales consolidées.

CONTRÔLE PERMANENT		CONTRÔLE PÉRIODIQUE
1 ^{ère} LIGNE DE DÉFENSE	2 ^{ème} LIGNE DE DÉFENSE	3 ^{ème} LIGNE DE DÉFENSE
<p>La 1^{ère} ligne de défense est en charge de la gestion quotidienne des risques.</p> <ul style="list-style-type: none"> Les métiers, en tant que première ligne de défense, prennent des risques et sont directement responsables de leur gestion opérationnelle. À cette fin, les métiers doivent disposer de processus et de contrôles appropriés visant à s'assurer que les risques sont identifiés, analysés, mesurés, surveillés, et gérés dans les limites de l'appétit pour le risque de la banque, et que les activités liées aux métiers sont conformes aux exigences externes et internes. La Direction du Contrôle Permanent et des Risques Opérationnels a pour fonction de coordonner le contrôle permanent de niveau 1. Elle est à ce titre en charge de la mise en œuvre, de la coordination, du challenge et de l'animation du dispositif de contrôle de niveau 1. 	<p>La deuxième ligne de défense, composée des trois fonctions Risque, Conformité et Finance, veille à ce que tous les risques soient identifiés, évalués, analysés, mesurés, surveillés, gérés et correctement remontés par les lignes métiers concernées, en formant une vue d'ensemble sur tous les risques. À ce titre, ces 3 fonctions :</p> <ul style="list-style-type: none"> Définissent les normes, standards et procédures liés au dispositif de maîtrise du risque, et fournissent des indicateurs clés et une analyse pour le suivi global des risques. Évaluent le profil de risque de la banque, ainsi que l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques des BU/SU. Challenge et accompagnent la mise en œuvre des mesures de gestion des risques par les métiers afin de s'assurer que les processus et les contrôles mis en place par la première ligne de défense sont bien conçus et efficaces. <p>La Direction CN2 réalise les contrôles permanents de second niveau, afin de vérifier l'adéquation, la performance et l'efficacité des contrôles permanents de premier niveau.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le contrôle périodique (inspection/audit) constitue la troisième ligne de défense. Il est strictement indépendant des métiers et du contrôle permanent. En tant que troisième ligne de défense, le contrôle périodique aide la banque à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôles et de gouvernance d'entreprise. Il évalue la qualité de la gestion des risques au sein du périmètre audité, la pertinence et l'efficacité du dispositif de contrôle permanent. La fonction de contrôle périodique est également en charge de la revue indépendante des deux premières lignes de défense.

Gestion globale des risques :

Chaque année, Société Générale Marocaine de Banques conduit une revue de son « appétit pour le risque ». L'objectif est de définir le niveau de prise de risque acceptable au regard des ambitions de développement des métiers. Cet exercice s'appuie sur les processus clés d'identification des risques, et est conduit en cohérence avec les autres processus stratégiques de la banque tels que le plan stratégique et financier (PSF), le processus d'évaluation de l'adéquation du capital (ICAAP) et le plan de redressement de crise interne (PRCI).

L'Appétit pour le risque est ainsi formalisé de manière qualitative, au travers d'un ensemble de principes et politiques applicables aux différents types de risques et quantitative, au travers d'un dispositif d'encadrement d'indicateurs clés selon la nature de risque, par des limites et des seuils d'alerte.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE en tant qu'organe d'administration, approuve l'appétit au risque et s'assure de son respect au travers un dispositif d'alerte ad hoc. LE CONSEIL DE SURVEILLANCE a institué deux Comités chargés de l'assister en matière de suivi des Risques et d'évaluation du dispositif de Contrôle Interne :

- LE COMITE DES RISQUES, en charge des risques de contrepartie, des risques de marché et du suivi des indicateurs d'appétit au risque.
- LE COMITE D'AUDIT, qui, outre la validation des comptes du Groupe, est chargé du pilotage des Risques Opérationnels, des risques de non-conformité, des risques structurels ; et de l'évaluation du Contrôle Interne.

Cette approche permet un pilotage adéquat de la stratégie de la banque en ligne avec son appétit au risque et dans le respect des exigences de Bank Al-Maghrib.

1. RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit constitue un risque majeur auquel la banque est exposée, son encadrement et sa gestion rigoureuse est primordiale pour permettre le développement des activités de la banque. La Société Générale Marocaine de Banques s'appuie sur les leviers ci-dessous pour une gestion proactive du risque de crédit :

1.1. Une filière risque de crédit experte et indépendante :

La filière risques de crédit est du ressort de la Direction des Risques et du Recouvrement qui couvre l'ensemble des aspects relatifs à l'octroi des crédits et à la surveillance des engagements, en plus de la supervision de l'activité du recouvrement précontentieux et contentieux.

L'organisation de la filière Risque obéit aux principes généraux suivants :

- Indépendance de la filière risque vis-à-vis de la filière commerciale : la filière risque est indépendante hiérarchiquement de la filière Commerciale au siège et en région. Ce principe vise à assurer une gestion saine et transparente des risques en évitant la dilution des responsabilités et les conflits d'intérêts ;
- Séparation entre l'octroi de crédit et la surveillance des risques : les activités d'octroi de crédit et de surveillance des risques sont prises en charge par des entités distinctes ;
- Séparation entre l'octroi de crédit et la production de crédit : les activités d'octroi de crédit et de production de crédit sont prises en charge par des entités distinctes.

- L'octroi du crédit est exercé en fonction de limites d'autorisations déléguées aux divers intervenants en fonction du montant, de la nature des crédits, des garanties et de la notation des clients.

1.2. Des politiques de Risque de crédit en matière d'octroi revues régulièrement :

La Société Générale Marocaine de Banques s'appuie sur des Politiques de Risque de crédit en matière d'octroi dument formalisées et actualisées chaque année. Les principes généraux régissant ces politiques d'octroi sont rappelés ci-dessous :

- La banque privilégie une perspective de relation clientèle à moyen et long terme, en ciblant à la fois des clients avec lesquels la banque a une relation établie de confiance et des prospects présentant un potentiel de développement d'affaires rentable à moyen terme.
- Toute prise d'engagement de crédit s'appuie sur une connaissance approfondie du client et une bonne compréhension de la finalité de l'opération. L'acceptabilité du risque repose en premier lieu sur la capacité de l'emprunteur à faire face à ses engagements, notamment au travers des flux de trésorerie qui assureront la bonne fin de l'opération. La prise de sûretés est recherchée pour réduire le risque de perte en cas de défaillance de la contrepartie mais ne peut, sauf exception, constituer la seule justification de la prise de risque.
- Les sûretés sont évaluées en appliquant des décotes de prudence et en portant une attention particulière à la faculté effective de leur mise en œuvre.
- La mise en place d'opérations complexes ou présentant un profil de risque spécifique relève d'équipes spécialisées disposant du niveau de compétence et d'expertise requis.
- Les politiques d'octroi de crédit de la Société Générale Marocaine de Banques doivent se conformer aux critères définis dans le cadre de la politique de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) ; Une orientation forte est de diminuer son soutien aux secteurs polluants et de s'engager de manière volontariste sur le financement des énergies renouvelables.
- La notation des contreparties constitue un critère clé de la politique d'octroi et sert de base au dispositif de délégation déployé dans la filière commerciale et la filière risque. Le dispositif de notation s'appuie sur des modèles internes conformes aux exigences réglementaires. Une vigilance particulière est apportée à la mise à jour régulière des notations (qui en tout état de cause sont soumises à une revue annuelle).
- La Société Générale Marocaine de Banques recherche une diversification des risques en encadrant le risque de concentration et en maintenant une politique de division des risques à travers un partage avec d'autres partenaires financiers (banques ou organismes de cautionnement).

1.3. Dispositif de Notations

Lors de la décision d'octroi des crédits, les clients de la banque font l'objet d'une notation, définie suivant les standards Société Générale et annuellement mise à jour. En plus du langage commun des risques qu'elle instaure, la notation a pour but :

- D'aider à la prise de décision ;
- De permettre de suivre l'évolution de la qualité du risque de la contrepartie ;
- De déterminer l'étendue des délégations pour l'octroi des concours ;
- D'apprécier la qualité des risques sur un portefeuille donné.

1.4. Dispositif de surveillance des risques :

Le monitoring du portefeuille et le dispositif de recouvrement constituent des axes majeurs pour la gestion opérationnelle du risque de crédit :

- La gestion proactive des risques dégradés est la clé pour contenir le risque de perte finale en cas de défaillance d'une contrepartie. A ce titre, la Société Générale Marocaine de Banques met en place des procédures rigoureuses et des outils de détection précoce et de mise sous surveillance et/ou de suivi renforcé des contreparties dont le profil de risque est en dégradation.
- Les contreparties saines dont le profil de risque est en dégradation significative doivent être classées avec diligence en « Noms sous surveillance » (« Watch List ») à l'initiative de la Direction des Risques ou de la filière Commerciale afin de faire l'objet d'une surveillance rapprochée. En cas de défaut de la contrepartie et afin de minimiser le risque de perte finale, la gestion individuelle des dossiers les plus importants est confiée à des équipes spécialisées de recouvrement, séparées des unités responsables de l'origination du prêt.
- Le dispositif de recouvrement aussi bien en phase amiable que contentieuse, est soutenue par l'amélioration de l'expertise des acteurs du recouvrement, la mise en place d'outils et d'indicateurs pour le suivi du taux d'efficacité et du taux d'encaissement par phase de recouvrement. Les dossiers importants ou sensibles Retail / Non Retail sont confiés à la Direction des Affaires Spéciales, rattachée au Directoire, pour un circuit de décision plus court sur ces dossiers.

2. RISQUE DE MARCHÉ

Les risques de marché désignent le risque de perte résultant d'une évolution défavorable des paramètres de marché. Ils concernent l'ensemble des opérations du portefeuille de négociation et certains portefeuilles bancaires. Ils incluent le risque de change et le risque de taux.

L'encadrement des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs :

- Un ensemble de Stress-Tests multi-facteurs historiques (scénarios déjà observés par le passé) et hypothétiques (scénarios élaborés avec les économistes de la banque) permettant de prendre en compte des perturbations de marché exceptionnelles d'occurrence décennale. Ces indicateurs calculent la perte résultant d'une évolution sévère des paramètres de marché sur une durée correspondant au temps permettant de déboucler ou de couvrir les positions concernées. La limite en Stress Test Global porte sur le scénario le plus dégradé.
- Ces scénarios sont complétés par un ensemble de stress-tests adverses calculés par activité ou facteur de risque (cours spot, la volatilité, corrélation au sein des classes d'actifs désignés par les familles de sous-jacents : taux, change et crédit) pour prendre en compte des risques extrêmes sur un marché spécifique.

■ Les indicateurs en « sensibilité » et en « NPV » permettent d'encadrer la taille des positions : les sensibilités sont calculées sur les principaux facteurs de risques de valorisation ; les encadrements en NPV (les limites émetteurs) sont utilisés pour les positions significatives en termes de risque. Aussi, les sensibilités peuvent être limitées à certaines maturités.

■ D'autres indicateurs sont aussi utilisés : durée de détention maximale d'une position, le spread de crédit ainsi que le stress test de crédit.

■ Un encadrement du risque de change à travers une limite de position de change Globale ainsi que des limites par devise. Ces limites sont exprimées en NPV « Net Present Value ».

Ces indicateurs calculés quotidiennement sont encadrés par un ensemble de limites, définies et calibrées par la Direction des Risques en liaison avec le Front Office.

En complément du suivi quotidien réalisé en fin de journée, un suivi des risques de marchés en Intraday est mis en place visant à s'assurer du respect des limites d'encadrement via 3 RUNs paramétrés courant la journée. Ce dispositif porte sur les 3 métriques suivantes : Position de change FX, Sensibilité de taux d'intérêt et risque émetteur.

3. RISQUE DE RÈGLEMENT-LIVRAISON

Le risque de règlement-livraison sur instruments financiers survient lorsque des opérations (de gré à gré au comptant ou à terme) donnent lieu à un décalage dans le temps (habituellement de quelques Heures) entre le paiement et la livraison du sous-jacent (titres, FX, etc.) lors de leur dénouement.

Sa matérialisation dépend ainsi des modalités de règlement. A noter que le traitement des opérations Marchés à la Société Générale Marocaine de Banques se fait selon le mode de règlement/livraison DVP qui ne génère pas de risque de livraison pour les clients Corporate, ce risque peut ponctuellement être pris sur certaines Instituts Financières bien notées.

Pour les activités titres le risque de règlement livraison est mitigé par le processus de confirmation au niveau de la plateforme du dépositaire central MAROCLEAR et en interne par la prise en charge d'une réservation de fonds pour chaque opération.

4. RISQUES DE CONTREPARTIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE MARCHÉS

Le risque de contrepartie est le risque de crédit sur les opérations de marché (change à terme, swap de change et repo/reverse repo). Le risque de contrepartie est composé du risque de remplacement en cas de défaut d'une de nos contreparties. La valeur future de l'exposition face à une contrepartie ainsi que sa qualité de crédit sont incertaines et variables dans le temps, toutes deux étant affectées par l'évolution des paramètres de marché. Ce risque est mesuré par les pertes potentielles liées à l'incapacité des contreparties à honorer leurs engagements. La CVaR mesure l'exposition future potentielle liée au risque de remplacement en cas de défaut de la contrepartie. La CVaR est calculée pour un niveau de confiance de 99% à différents horizons temporels.

Les risques de contrepartie liés aux opérations de marchés sont encadrés par des limites que le Front Office est tenu de respecter lors de la conclusion des deals. Ces lignes sont définies en fonction du besoin du client et validée par la filière risque.

5. LE RISQUE DE LIQUIDITÉ ET RISQUE DE FINANCEMENT

Le risque de financement se définit comme le risque pour la banque de ne pas pouvoir financer le développement de ses activités pour un volume compatible avec ses objectifs commerciaux et à un coût compétitif par rapport à ses concurrents. La capacité à lever des financements s'articule autour :

- d'une possibilité de levée sur le marché de Titres de Créances Négociables (dettes jusqu'à 7 ans) ;
- de la possibilité d'émettre de la dette Obligatoire Subordonnée sur le LT (10 ans ou plus) pour les besoins prudentiels et de couverture ALM sur le long terme.

Le risque de liquidité est généré par le décalage dans le temps des flux d'actifs et de passifs, représente donc pour un établissement de crédit l'éventualité de ne pas pouvoir faire face, à un instant donné, à ses engagements ou à ses échéances même par la mobilisation de ses actifs. Deux sources majeures peuvent générer une telle situation :

L'incapacité d'un établissement à se procurer les fonds nécessaires pour faire face à des obligations inattendues survenues à court terme, notamment un retrait massif de dépôts et un tirage de lignes hors-bilan ;

Le financement d'actifs à moyen et long terme par des passifs à court terme.

La gestion du risque de liquidité repose sur le calcul et le suivi proactif de plusieurs indicateurs réglementaires et internes.

5.1. Respect des obligations réglementaires

La Société Générale Marocaine de Banques a pour objectif de respecter le ratio réglementaire de Liquidity Coverage Ratio (LCR) avec une marge de sécurité suffisante.

Société Générale Marocaine de Banques vise également à anticiper l'entrée en vigueur du ratio réglementaire Net Stable Funding Ratio (NSFR). Bien que le pilotage de cet indicateur ne soit toujours pas en vigueur, la Société Générale Marocaine de Banques le calcul pour les besoins du Groupe.

Pour les stress test réglementaires préconisés par BAM (directive N° G/2/201), la banque veille au respect du minimum exigé, pour chaque scénarii.

5.2. Gestion de la liquidité en interne

En plus de l'approche réglementaire, un pilotage du risque de liquidité est réalisé selon une approche interne, basée sur des limites en fonction des métriques calculées et d'autres limites pour la gestion de trésorerie, en scénario Business as Usual (BAU) ou selon des stress testes.

Pour chaque limite, tout franchissement de seuil d'alerte déclenche automatiquement un plan d'action de couverture. Ces plans de mitigation sont proposés par l'ALM lors des comités ALM et validé par le directoire.

6. RISQUES STRUCTURELS DE TAUX

L'exposition structurelle aux risques de taux d'intérêt et de change résulte des opérations commerciales et de leur couverture dans le portefeuille bancaire. La Société Générale Marocaine de Banques mesure et encadre de façon stricte les risques structurels. Les risques de taux et de change liés au portefeuille de négociation n'entrent pas dans le périmètre de mesure des risques structurels. Ils relèvent des risques de marché.

Le risque structurel de taux désigne le risque – avéré ou prospectif – que présente, pour les fonds propres et les résultats de la Banque (donc pour la Valeur Actuelle Nette et la Marge Nette d'Intérêt), l'incidence de fluctuations défavorables des taux d'intérêt sur les éléments de son portefeuille bancaire.

Pour suivi du risque de taux, Société Générale Maroc se base sur des indicateurs pouvant être scindés en deux types :

1. Indicateurs de la valeur

- Le gap de taux des éléments du bilan et hors bilan amortis, dans lequel les écoulements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements de la clientèle (notamment pour les dépôts à vue, l'épargne à régime spécial et les crédits remboursables par anticipation), complétés d'hypothèses à caractère conventionnel sur certains postes du bilan ;

- La sensibilité de la Valeur Actuelle Nette (« VAN ») des éléments de bilan sur le bloc bancaire à taux fixe (à l'actif ou au passif) aux mouvements de taux d'intérêt, selon différents scénarios.

2. Indicateurs de revenu, avec la mesure de la sensibilité de la marge nette d'intérêt (« MNI ») selon des hypothèses de stress test de variation de la courbe des taux à des horizons prédéfinis.

7. RISQUES STRUCTURELS DE CHANGE

Le risque de change est le risque de perte lié à la présence de positions de change au sein du bilan. Il y a position de change dès lors que le bilan enregistre un avoir ou une dette dans une devise différente de la devise d'exercice (devise de reporting), sans l'exacte contrepartie de l'autre côté du bilan.

L'exposition au risque structurel de change est mesurée par l'indicateur de position de change pour chaque devise et sur les opérations de bilan/hors bilan structurelles, encadré par une limite.

8. RISQUE PAYS :

L'activité de Société Générale Maroc peut conduire à prendre du risque sur des contreparties en dehors du territoire marocain (ex : garantie reçue par Société Générale Maroc émise par une banque

non marocaine dans le cadre de financements locaux ou confirmation de crédits documentaires export). Société Générale Maroc met en place, sur avis du groupe Société Générale, une limite maximale d'exposition par pays pour encadrer ce risque.

9. RISQUES OPÉRATIONNELS

Le risque opérationnel se définit comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel, des systèmes d'information ou d'événements extérieurs. Il comprend notamment le risque de non-conformité et le risque d'atteinte à la réputation.

9.1 Risque de non-conformité

La fonction de conformité est chargée du suivi du risque de non-conformité, définie comme étant le risque d'exposition d'un établissement à un risque de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison de l'inobservation des dispositions législatives et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou des codes de déontologie.

À cet effet, Société Générale Maroc s'attache à respecter strictement les réglementations nationales et internationales auxquelles elle doit se soumettre compte tenu de ses activités.

Afin de respecter ces règles, Société Générale Maroc veille notamment à :

- Connaître ses clients en mettant en oeuvre les vigilances nécessaires de KYC (Know Your Customer) ;
- Travailler avec des clients et des partenaires dont les pratiques sont conformes aux règles et standards internationaux de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- Travailler avec des clients, ou réaliser des transactions dans le respect des règles d'embargos et de sanctions financières internationales ;
- Offrir des produits et des services de conseil et travailler avec des partenaires dans le respect des réglementations en matière de protection de la clientèle ;
- Mettre en oeuvre les diligences nécessaires et réaliser ses transactions dans le respect de l'intégrité des marchés ;
- Mettre en oeuvre une politique et déployer un dispositif de lutte contre la corruption, prévenir et gérer les conflits d'intérêts, veiller au comportement responsable de ses collaborateurs dans le respect du Code de Conduite ;
- Appliquer ses engagements en matière de transparence fiscale ;
- Respecter la protection des données de ses clients et de ses collaborateurs.

9.2 Risque de réputation

La maîtrise du risque de réputation est fondée avant tout sur une approche préventive. Pour ce faire, Société Générale Maroc :

- S'attache à maîtriser strictement le risque de non-conformité et de conduite non appropriée ;
- S'est engagée, en tant qu'acteur responsable, à agir conformément à un code de conduite formalisé et à un ensemble d'instructions internes. Au-delà de ce cadre, les transactions et relations commerciales susceptibles de créer une atteinte à la réputation de Société Générale Maroc, en lien avec ces sujets, font l'objet d'une identification et d'une analyse spécifique ;
- Soumet tout projet de nouveau produit, service ou activité à un processus d'approbation préalable visant à assurer que les risques induits, de toutes natures, sont identifiés, évalués, atténués dans la mesure du possible et acceptés dans leur part résiduelle. Dans ce cadre, le risque d'atteinte à la réputation de Société Générale Maroc fait l'objet d'une analyse spécifique ;
- Approfondit la connaissance de ses clients afin de leur proposer des produits et services adaptés à leur situation, à leurs besoins et à leur degré d'expertise, et s'attache constamment à fournir des services de qualité. Une attention particulière est portée aux signes d'insatisfaction de la clientèle transmis notamment par les réclamations écrites et orales.

9.3 Autres risques opérationnels

Au-delà des risques cités ci-avant, Société Générale Maroc encourt d'autres risques opérationnels inhérents à ses activités : erreurs d'exécution, fraude interne et externe, défaillance des systèmes d'information, actes de malveillance contre les systèmes informatiques, perte de moyens d'exploitation, litiges commerciaux, non-respect d'obligations fiscales, etc.

Société Générale Maroc se donne pour objectif d'assurer la maîtrise de ces risques à travers :

- Une analyse de l'environnement en termes de risque opérationnel et un système de détection des signaux faibles ;
- Le déploiement de processus de traitement sécurisés, de dispositifs de prévention spécifiques ;
- Un dispositif de contrôle interne robuste ;
- La mise en place d'indicateurs clés de suivi et de contrôles des risques (KRI) ;
- La promotion d'une « culture risques » solide en matière de risques opérationnels.

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMÉDIAIRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2022

Fidarc
Grant Thornton
7, Boulevard Oriss Staoui
20 160 Casablanca
Maroc

Deloitte
Deloitte Audit
Bd Sidi Mohamed Ben Abdallah,
Tour Ivoire III,
20 300 Casablanca (Marina)

GRUPE SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE
PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2022

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Société Générale Marocaine de Banques et ses filiales (Groupe Société Générale Marocaine de Banques) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 13 807 270 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 641 451 KMAD. Cette situation intermédiaire a été arrêtée par le Directoire en date du 13 septembre 2022 dans un contexte évolutif de crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Société Générale Marocaine de Banques arrêtés au 30 juin 2022, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 27 septembre 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Oriss Staoui - Casablanca
Tél: 05 22 54 44 00 - Fax: 05 22 29 98 76
Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT
Deloitte Audit
Bd Sidi Mohamed Ben Abdallah,
Tour Ivoire III,
Casablanca
Tél: 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 78 / 47 59
Sakina BENSOUA KORACHI
Associée

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AU 30 JUIN 2022

BILAN CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2022

ACTIF (En M EUR)	30.06.2022	31.12.2021
Caisse et banques centrales	183 203	179 969
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	380 165	342 714
Instruments dérivés de couverture	21 851	13 239
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	42 561	43 450
Titres au coût amorti	19 376	19 371
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	82 594	55 972
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	503 718	497 164
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(565)	131
Placements des activités d'assurance	162 621	178 898
Actifs d'impôts	4 343	4 812
Autres actifs	101 824	92 898
Actifs non courants destinés à être cédés	6	27
Participation aux bénéfices différée	-407	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	111	95
Immobilisations corporelles et incorporelles	32 615	31 968
Écarts d'acquisition	3 794	3 741
Total	1 538 624	1 464 449

PASSIF (En M EUR)	30.06.2022	31.12.2021
Banques centrales	9 868	5 152
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	344 131	307 563
Instruments dérivés de couverture	32 133	10 425
Dettes représentées par un titre	133 679	135 324
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	147 871	139 177
Dettes envers la clientèle	519 431	509 133
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(6 148)	2 832
Passifs d'impôts	1 609	1 577
Autres passifs	120 517	106 305
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	1
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	143 435	155 288
Provisions	4 914	4 850
Dettes subordonnées	17 074	15 959
Total dettes	1 468 514	1 393 586
Capitaux propres	-	-
Capitaux propres part du Groupe	-	-
Actions ordinaires et réserves liées	21 735	21 913
Autres instruments de capitaux propres	7 534	7 534
Réserves consolidées	34 676	30 631
Résultat de l'exercice	(640)	5 641
Sous-total	63 305	65 719
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 277	(652)
Sous-total capitaux propres part du Groupe	64 582	65 067
Participations ne donnant pas le contrôle	5 528	5 796
Total capitaux propres	70 110	70 863
Total	1 538 624	1 464 449

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En M EUR)	1 ^{er} semestre 2022	2021	1 ^{er} semestre 2021
Intérêts et produits assimilés	12 443	20 590	9 746
Intérêts et charges assimilés	(7 035)	(9 872)	(4 745)
Commissions (produits)	4 661	9 162	4 377
Commissions (charges)	(2 056)	(3 842)	(1 896)
Résultat net des opérations financières	4 390	5 723	3 017
Dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4 379	5 704	3 027
Dont gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	13	44	15
Dont gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti	(2)	(25)	(25)
Produit net des activités d'assurance	978	2 238	1 128
Produits des autres activités	6 582	12 237	6 060
Charges des autres activités	(5 617)	(10 438)	(5 181)
Produit net bancaire	14 346	25 798	12 506
Frais de personnel	(5 113)	(9 764)	(4 791)
Autres frais administratifs	(3 904)	(6 181)	(3 269)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(770)	(1 645)	(795)
Résultat brut d'exploitation	4 559	8 208	3 651
Coût du risque	(778)	(700)	(418)
Résultat d'exploitation	3 781	7 508	3 233
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	4	6	5
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(3 290)	635	11
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	(114)	-
Résultat avant impôts	495	8 035	3 249
Impôts sur les bénéfices	(680)	(1 697)	(687)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(185)	6 338	2 562
Participations ne donnant pas le contrôle	455	697	309
Résultat net part du Groupe	(640)	5 641	2 253
Résultat par action	(1,10)	5,97	2,29
Résultat dilué par action	(1,10)	5,97	2,29

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(En M EUR)	1 ^{er} semestre 2022	2021	1 ^{er} semestre 2021
Résultat net de l'ensemble consolidé	(185)	6 338	2 562
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	898	930	356
Écarts de conversion ⁽¹⁾	2 418	1 457	611
Écarts de réévaluation de la période	1 876	1 458	611
Reclassement en résultat	542	(1)	-
Réévaluation des instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres	(699)	(318)	(114)
Écarts de réévaluation de la période	(716)	(294)	(100)
Reclassement en résultat	17	(24)	(14)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(818)	(292)	(193)
Écarts de réévaluation de la période	(842)	(269)	(182)
Reclassement en résultat	24	(23)	(11)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	(322)	(36)	(10)
Écarts de réévaluation de la période	(245)	6	11
Reclassement en résultat	(77)	(42)	(21)
Impôts liés	319	119	62
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat*	1 021	191	60
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies*	127	236	58
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat*	1 283	8	11
Réévaluation des instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres	(26)	11	9
Impôts liés*	(363)	(64)	(18)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres*	1 919	1 121	416
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres*	1 734	7 459	2 978
Dont part du Groupe *	1 429	6 719	2 618
Dont participations ne donnant pas le contrôle*	305	740	360

* Montants retraités au 1^{er} semestre 2021 (cf. paragraphe 7 de la Note 1 du Document d'Enregistrement Universel 2022).
(1) Cf. Note 2.1.

COMPTES SOCIAUX DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE OFFSHORE AU 30/06/2022

BILAN AU 30/06/2022

	(en KUSD)	
ACTIF	30/06/2022	31/12/2021
1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	19	66
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	26 814	40 598
. À vue	26 814	40 598
. À terme	-	-
3. Créances sur la clientèle	99 483	88 540
. Crédits de trésorerie et à la consommation	37 172	16 191
. Crédits à l'équipement	62 310	72 349
. Crédits immobiliers	-	-
. Autres crédits	-	-
4. Créances acquises par affacturage	-	-
5. Titres de transaction et de placement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
. Titres de propriété	-	-
6. Autres actifs	1 269	1 416
7. Titres d'investissement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
8. Titres de participation et emplois assimilés	-	-
9. Créances subordonnées	-	-
10. Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
11. Immobilisations incorporelles	392	449
12. Immobilisations corporelles	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	127 977	131 069

HORS BILAN AU 30/06/2022

	(en KUSD)	
HORS BILAN	30/06/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DONNÉS	6 540	6 539
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	541	789
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	5 999	5 749
5. Titres achetés à réméré	-	-
6. Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	107 927	125 100
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	107 927	125 100
9. Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	-	-
10. Titres vendus à réméré	-	-
11. Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 30/06/2022

	(en KUSD)	
	30/06/2022	30/06/2021
I - PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 570	1 666
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	932	857
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
4. Produits sur titres de propriété	-	-
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
6. Commissions sur prestations de service	625	753
7. Autres produits bancaires	13	57
II - CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	323	231
8. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	216	204
9. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
10. Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	-	-
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
12. Autres charges bancaires	107	27
III - PRODUIT NET BANCAIRE	1 247	1 436
13. Produits d'exploitation non bancaire	-	-
14. Charges d'exploitation non bancaire	-	-
IV - CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	769	786
15. Charges de personnel	-	-
16. Impôts et taxes	12	9
17. Charges externes	699	719
18. Autres charges générales d'exploitation	-	-
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	58	58
Charges Générales d'exploitation des exercices antérieurs	1	-
V - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	-	136
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	136
21. Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
22. Autres dotations aux provisions	-	-
VI - REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	-	200
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	100
24. Récupérations sur créances amorties	-	-
25. Autres reprises de provisions	-	100
VII - RÉSULTAT COURANT	478	713
26. Produits non courants	14	20
27. Charges non courantes	-	-
VIII - RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	492	733
28. Impôts sur les résultats	182	248
IX - RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	310	485
TOTAL PRODUITS	1 583	1 886
TOTAL CHARGES	1 273	1 401
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	310	485

	(en KUSD)	
PASSIF	30/06/2022	31/12/2021
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	26 268	25 642
. À vue	-	-
. À terme	26 268	25 642
3. Dépôts de la clientèle	91 678	95 446
. Comptes à vue créditeurs	88 622	93 534
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	-	-
. Autres comptes créditeurs	3 056	1 911
4. Titres de créance émis	-	-
. Titres de créance négociables émis	-	-
. Emprunts obligataires émis	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
5. Autres passifs	1 842	1 482
6. Provisions pour risques et charges	240	253
7. Provisions réglementées	-	-
8. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
9. Dettes subordonnées	-	-
10. Écarts de réévaluation	-	-
11. Réserves et primes liées au capital	7 135	7 135
12. Capital	500	500
13. Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
14. Report à nouveau (+/-)	4	4
15. Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
16. Résultat net de l'exercice (+/-)	310	607
TOTAL DU PASSIF	127 977	131 069

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2022



SOCIETE GENERALE OFFSHORE S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX

PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2022

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la SOCIETE GENERALE OFFSHORE S.A comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et le tableau des flux de trésorerie ci-joints relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KUSD 7.949 dont un bénéfice net de KUSD 310, relève de la responsabilité des organes de gestion de la société. Elle a été arrêtée par le Conseil d'Administration le 20 septembre 2022, dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SOCIETE GENERALE OFFSHORE S.A arrêtés au 30 juin 2022, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 22 septembre 2022

Le Commissaire aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél: 05 22 54 48 08 - Fax: 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE OFFSHORE AU 30/06/2022

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION AU 30/06/2022

	(en KUSD)	
I - Tableau de formation des résultats	30/06/2022	30/06/2021
1.(+) Intérêts et produits assimilés	932	857
2.(-) Intérêts et charges assimilés	216	204
MARGE D'INTÉRÊT	717	653
3.(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
4.(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
5.(+) Commissions perçues	625	752
6.(-) Commissions servies	-	-
Marge sur commissions	625	752
7.(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
8.(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
9.(+) Résultat des opérations de change	-94	30
10.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	-94	30
11.(+) Divers autres produits bancaires	-	-
12.(-) Diverses autres charges bancaires	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	1247	1435
13.(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
14.(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	-	-
15.(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
16.(-) Charges générales d'exploitation	769	786
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	478	649
17.(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	36
18.(+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-	-100
RÉSULTAT COURANT	478	585
RÉSULTAT NON COURANT	14	20
19.(-) Impôts sur les résultats	182	248
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	310	485

	(en KUSD)	
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2022	30/06/2021
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	310	485
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	58	58
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	-	136
23.(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
24.(+) Dotations non courantes	-	-
25.(-) Reprises de provisions	-	200
26.(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
28.(-) Plus-values de cession des immobilisations financières	-	-
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières	-	-
30.(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	367	479
31.(-) Bénéfices distribués	-607	-606
(+) AUTOFINANCEMENT	-239	-127

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 30/06/2022

	(en KUSD)	
	30/06/2022	31/12/2021
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	1570	3103
2.(+) Récupérations sur créances amorties	-	-
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	-	-
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	-323	-518
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-	-
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	-711	-1533
7.(-) Impôts sur les résultats versés	-	-
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	536	1053
Variation des :		
8.(-) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-
9.(-) Créances sur la clientèle	-10944	1044
10.(-) Titres de transaction et de placement	-	-
11.(-) Autres actifs	147	-67
12.(-) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
13.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	626	-9757
14.(+) Dépôts de la clientèle	-3768	8106
15.(+) Titres de créance émis	-	-
16.(+) Autres passifs	-428	-330
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-14 366	-1004
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	-13 831	49
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
19.(-) Acquisition d'immobilisations financières	-	-
20.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
21.(+) Intérêts perçus	-	-
22.(+) Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-	-
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
24.(+) Émission de dettes subordonnées	-	-
25.(+) Émission d'actions	-	-
26.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
27.(-) Intérêts versés	-	-
28.(-) Dividendes versés	-	-606
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-	-606
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+ IV +V)	-13 831	-558
VII. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	40 663	41 221
VIII. TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	26 833	40 663